

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DU BUDGET

REVUE DE MILIEU D'ANNEE 2026



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	2
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	3
LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES.....	5
LISTE DES ANNEXES.....	6
INTRODUCTION.....	7
Première partie : EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COTE D'IVOIRE AU PREMIER SEMESTRE 2026.....	8
Section I : Évolution de la conjoncture internationale et régionale.....	8
Section II : Situation économique nationale au premier semestre 2026.....	9
II.1. Au niveau du secteur primaire.....	10
II. 2. Au niveau du secteur secondaire.....	10
II.3. Au niveau du secteur tertiaire.....	11
II.4. Au niveau de l'évolution des prix.....	12
II.5. Au niveau de l'emploi.....	12
II.6. Évolution du commerce extérieur.....	13
II.7. Évolution de la situation monétaire et financière.....	14
2ème PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2026.....	15
Section 1. Mobilisation des ressources.....	15
I. 1. Les recettes fiscales.....	16
I. 2. Les recettes non fiscales.....	21
I.3. Les dons.....	21
I.4 . Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier.....	22
I.5. Les ressources extérieures d'emprunts.....	22
I.6. Les transferts des entreprises.....	22
I.7. La privatisation et les ventes d'actifs.....	22
Section 2. Exécution des dépenses.....	23
II.1. Analyse des dépenses par nature.....	24
II.2. Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption.....	26
II.3 Situation de la dette.....	27
II.4. Analyse des dépenses par ministères.....	30
II.5. Analyse des dépenses climatiques.....	31
II.6. Analyse des dépenses par fonction.....	32
II.7. Analyse des dépenses par mission.....	35
II.8. Analyse des dépenses par programme.....	38
Section 3. Suivi des dépenses sociales et propauvres.....	39
III.1. Analyse des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales.....	39
III.2. Analyse des dépenses sociales spécifiques.....	41
Section 1. Les prévisions de croissance économique.....	42
Section 2. Evolution des ressources et des dépenses du budget à fin 2026.....	43
CONCLUSION.....	44
ANNEXES.....	45

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

Sigle	Signification
ANStat	Institut Nationale de la Statistique
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BID	Banque Islamique de Développement
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût Assurance Fret
CCC	Conseil du Café-Cacao
CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'État
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CPM	Comité de Politique Monétaire
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE	Direction Générale de l'Économie
DGI	Direction Générale des Impôts
FAB	Franco A Bord
FCFA	Franco de la Communauté Financière Africaine
FDFP	Fonds de Développement de la Formation Professionnelle
FMI	Fonds Monétaire International
FNE	Facturation Normalisée Électronique
ICA	Indice du Chiffre d'Affaires
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IPI	Indice de Production Industrielle
IRCM	Impôt sur le Revenu des Créances Mobilières
ITS	Impôt sur les Traitements et Salaires
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
PAA	Port Autonome d'Abidjan
PASP	Port Autonome de San Pedro
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:taux d'inflation en glissement annuel des principaux pays (%)	8
Tableau 2: Evolution des principales productions de L'agriculture d'exportation	10
Tableau 3:Evolution des principaux indicateurs	11
Tableau 4: Indicateurs comparés des secteurs privé (CNPS) et public (CGRAE), à fin avril 2026	12
Tableau 5:Structure des exportations en valeur au premier semestre 2025 et 2026.....	13
Tableau 6:Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur (Valeurs en millions de FCFA)	13
Tableau 7:Situation de réalisation des ressources de l'Etat à fin juin 2026	15
Tableau 8:Recettes fiscales budgétaires à fin juin 2026.....	16
Tableau 9:Evolution des paiements de l'impôt BIC hors pétrole-gaz par secteur d'activités 2025/2026.....	17
Tableau 10:Synthèse des résultats par type de recouvrement à fin juin 2026/2025	18
Tableau 11:Synthèse de l'impact budgétaire à fin juin 2026 des mesures de politique fiscale	19
Tableau 12:Etat d'exécution du programme de contrôle fiscal à fin juin 2026 par type ..	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 13:Coûts fiscaux provisoires à fin juin 2026/2025 par régime d'exonération	20
Tableau 14:Coûts fiscaux provisoires à fin juin 2026/2025 par nature d'impôts	20
Tableau 15:Situation de réalisation des recettes non fiscales à fin juin 2026.....	21
Tableau 16:Situation des dépenses à fin juin 2026	23
Tableau 17:Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et élections) par Ministères et Institutions à fin juin 2026.....	26
Tableau 18:Encours de la dette publique.....	27
Tableau 19:Encours de la dette publique par échéance et par type de monnaie.....	27
Tableau 20:Service de la dette publique à fin juin 2026	28
Tableau 21:Encours, Tirages / Emissions et Service de la dette de l'Administration centrale	28
Tableau 22:Evolution de l'encours et du service du C2D1 et du PCD2	28
Tableau 23:Principaux ratios et indicateurs d'endettement	29
Tableau 24:Exécution des dépenses par ministères.....	30
Tableau 25:Synthèse à mi-parcours de l'exécution de la DBSC 2026.....	31
Tableau 26:Dépenses sociales spécifiques sur financement Etat à fin juin 2026:	41
Tableau 27:Evolution des principaux agrégats macro-économiques.....	42

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique1: Evolution Évolution du taux d'inflation dans les principales économies (en %)	8
Graphique2: Evolution du taux de croissance annuel du PIB réel au niveau mondial et dans les principales économies (en %)	8
Graphique 3: Evolution des indices de la production industrielle à fin juin 2026.....	10
Graphique 4: Répartition des passagers à l'aéroport d'Abidjan.....	11
Graphique 5: Evolution des taux d'inflation dans les pays de l'UEMOA	12
Graphique 6: Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel .	12
Graphique 7:Flux mensuel de nouveaux emplois, Public et Privé, Janvier-Avril 2026.....	12
Graphique 8:Evolution du solde commercial hors biens exceptionnels en cumul sur le premier semestre	13
Graphique 9:Evolution du solde commercial hors biens exceptionnels ainsi que des exportations et des importations	13
Graphique 10:Evolution de la masse monétaire et des créances sur l'économie.....	14
Graphique 11:Evolution des actifs extérieurs nets et des créances sur l'administration centrale	14
Graphique 12:Evolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA	14
Graphique 13:Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2026.....	15
Graphique 14:Evolution mensuelle des recettes d'IRVM en 2024, 2025 et à fin juin 2026 (en milliards de F CFA)	18
Graphique 15:Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2026	23
Graphique 16:Evolution du stock de la dette de l'Administration centrale (en milliards de FCFA) et du ratio Dette/PIB	27

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Cadrage budgétaire (Etat de réalisation à fin juin 2026 et perspective 2026).....	45
Annexe 2: Dépenses par ministères et programmes.....	46

INTRODUCTION

Conformément aux directives harmonisées de l'UEMOA relatives aux lois de finances et en application du Code de transparence dans la gestion des finances publiques, le Gouvernement s'engage à assurer une gouvernance budgétaire axée sur la performance, la redevabilité et la transparence.

Le rapport de la Revue de Milieu d'Année (RMA) s'inscrit dans cette dynamique d'évaluation continue. Il intervient au terme du premier semestre de l'exercice budgétaire, une période traditionnellement consacrée au bilan à mi-parcours de la Loi de Finances Initiale. Cet exercice constitue un outil d'aide à la décision stratégique visant à mesurer l'efficacité de la dépense publique, à apprécier la résilience de notre économie face aux chocs exogènes, et à opérer les arbitrages budgétaires nécessaires pour la seconde moitié de l'année.

La présente revue s'articule autour de trois parties fondamentales. La première partie dresse le bilan de l'environnement macroéconomique national et international au terme des six premiers mois. La deuxième partie expose l'analyse détaillée de l'exécution du budget à fin juin, tant au niveau de la mobilisation des ressources que de l'exécution des dépenses. Enfin, la troisième partie dégage les perspectives pour le reste de l'exercice.

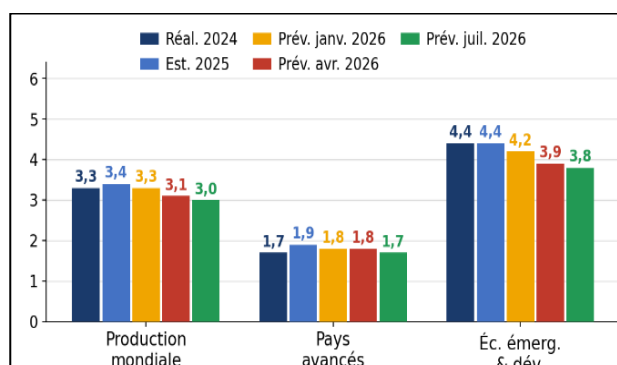
Première partie : EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COTE D'IVOIRE AU PREMIER SEMESTRE 2026

Section I : Évolution de la conjoncture internationale et régionale

Au premier semestre 2026, l'économie mondiale est marquée par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les perturbations dans le détroit d'Ormuz qui entraînent une remontée du baril de Brent à 82,6 dollars en moyenne en juillet. Ce choc énergétique et la hausse des coûts du fret incitent le Fonds Monétaire International (FMI) à abaisser sa prévision de croissance mondiale pour 2026 à 3,0%, tandis que l'inflation mondiale s'accélère pour atteindre 4,7%. Face aux devises majeures, l'euro s'apprécie par rapport au dollar (+6,8%) et au yen (+13,8%), mais se déprécie face au rouble (-8,4%) et au rand (-4,7%). Sur les marchés des matières premières, l'offre excédentaire provoque l'effondrement mondial du cacao (-59,2%) et du café robusta (-32,4%), alors que l'or (+43,0%) progresse fortement et que le coût des engrais bondit de +29,9% en raison de la hausse du gaz.

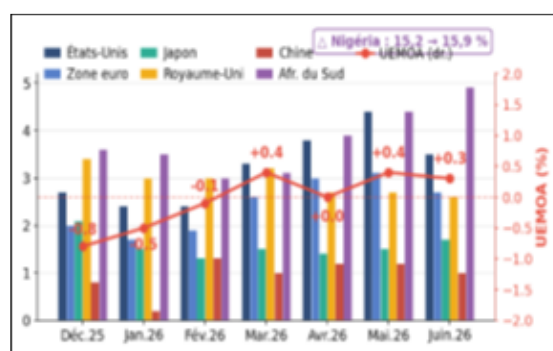
Au sein de la zone UEMOA, la conjoncture économique demeure particulièrement favorable et résiliente face aux chocs extérieurs. Portée par le dynamisme des services et les bonnes performances agricoles, la croissance de l'Union devrait s'établir à +6,1% sur l'ensemble de l'année 2026. Les pressions inflationnistes mondiales restent largement contenues dans la région, avec une inflation moyenne projetée à 1,4%, un niveau très inférieur à la cible communautaire de 3%. De plus, sur le plan des échanges, la sous-région bénéficie d'un allègement de ses coûts d'importation alimentaire grâce au recul des cours du riz (-9,1%) et du blé tendre (-1,0%), ce qui contribue à stabiliser le pouvoir d'achat local.

Graphique2: Evolution du taux de croissance annuel du PIB réel au niveau mondial et dans les principales économies (en %)



Sources : MEFB/DGE

Graphique1: Evolution du taux d'inflation dans les principales économies (en %)



Sources : MEFB/DGE

Tableau 1: Taux d'inflation en glissement annuel des principaux pays (%)

Pays	Mars. 2026	Avril. 2026	Mai. 2026	Juin. 2026
États-Unis	3,3	3,9	4,4	3,5
Zone euro	2,6	3	3,2	2,8
Japon	1,5	1,4	1,5	1,7
Royaume-Uni	3,3	2,8	2,8	2,6
Chine	1	1,2	1,2	1
Afrique du Sud	3,1	4	4,5	5
Nigéria	15,4	15,9	16,8	15,9
UEMOA	0,4	0	0,4	0,3

Sources : MEFB/DGE

Section II : Situation économique nationale au premier semestre 2026

Le Gouvernement ivoirien poursuit le renforcement du cadre macroéconomique à travers des réformes structurelles et une gestion rigoureuse ayant permis, pour la première fois depuis une décennie, l'inversion de la courbe de la dette publique. L'analyse de Viabilité de la Dette (AVD), publiée en juin 2026 par FMI et la Banque mondiale, a reclassé la Côte d'Ivoire au niveau de risque de surendettement « faible », renforçant ainsi sa crédibilité auprès des partenaires et réduisant le coût potentiel des emprunts internationaux. Dans ce contexte, le pays a procédé à l'émission d'un Eurobond de 1,3 milliard USD sur 15 ans au taux record de 5,39%, sursouscrit près de cinq fois, confirmant la confiance des investisseurs. Cette performance s'inscrit dans la continuité du relèvement de la note souveraine à BB par Moody's en décembre 2025.

Par ailleurs, l'accord conclu avec le FMI en avril 2026, relatif à la sixième revue du MEDC/FEC et à la cinquième revue de la FRD, a ouvert la voie à des décaissements de 843,9 millions USD. Le FMI a salué des performances « remarquables », notamment la consolidation du Compte Unique du Trésor, le renforcement de la gouvernance et l'avancement des réformes climatiques. En juillet 2026, le Groupe consultatif consacré au Plan National de Développement (PND) 2026-2030 a permis de présenter un portefeuille de 800 projets évalués à 114 838,5 milliards FCFA. Les engagements financiers obtenus se sont élevés à 80 milliards USD (47 820 milliards FCFA), soit près de quatre fois l'objectif initial, illustrant la confiance des partenaires internationaux.

Dans le cadre des réformes institutionnelles et financières, l'État a créé le Fonds Souverain Stratégique pour le Développement de la Côte d'Ivoire (FSD-CI), doté de trois sous-fonds dédiés aux infrastructures, à la stabilisation et aux placements stratégiques. De nouvelles lois ont introduit la finance islamique et un cadre légal pour les FinTech, tandis que la mise en place d'une unité de surveillance des jeux de hasard renforce la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Sur le plan des infrastructures, un financement de 135 milliards FCFA de la Banque Islamique de Développement a été approuvé pour la réalisation du tronçon autoroutier Tafiré–Ferkessedougou, axe stratégique reliant Abidjan au Burkina Faso et au Mali. En matière énergétique, la mise en service du bac R14 à Yamoussoukro (20 000 m³) porte la capacité du dépôt à 100 700 m³ et réduit significativement le temps de chargement des camions-citernes, consolidant le rôle de hub régional de la Côte d'Ivoire.

La compétitivité-prix s'est améliorée au premier semestre 2026, avec une baisse du taux de change effectif réel (TCER) de 1,8%, traduisant un gain de compétitivité. L'indicateur global de confiance des entreprises s'est établi à 101,8 points en mai 2026, supérieur à sa moyenne de long terme, confirmant la solidité et la crédibilité de la dynamique économique nationale.

Au terme du premier semestre de l'année 2026, l'économie poursuit sa consolidation grâce à la bonne performance de l'agriculture d'exportation, une légère progression de l'industrie et une dynamique favorable du secteur tertiaire.

L'inflation reste globalement maîtrisée, malgré une hausse du prix de certains produits alimentaires frais.

Sur le plan extérieur, l'excédent commercial progresse fortement grâce à l'amélioration des termes de l'échange. Cet excédent, combiné aux mobilisations financières de l'État sur les marchés internationaux, renforce les Actifs Extérieurs Nets et la masse monétaire. De plus, le financement bancaire reste bien orienté, soutenu par l'assouplissement des conditions de crédit amorcé en juin 2025.

Enfin, les tensions au Moyen-Orient ont eu peu d'impact sur l'économie locale grâce aux mécanismes d'ajustement des prix des produits pétroliers à la pompe. Malgré les risques baissiers et la volatilité des marchés mondiaux de l'énergie, l'économie ivoirienne démontre sa résilience avec une prévision de croissance du PIB réel de +6,2% en 2026.

II.1. Au niveau du secteur primaire

L'agriculture d'exportation affiche des résultats divergents, portés par la forte hausse du cacao fèves (+58,5%), de la banane dessert (+29,7%) et du sucre (+25,9%), tandis que le café (-9,2%), la noix de cajou (-4,4%) et le coton (-2,3%) reculent en raison de facteurs climatiques et commerciaux (une pluviométrie irrégulière et un ralentissement des achats des exportateurs). Les bonnes performances du cacao s'expliquent par la modernisation des vergers et une meilleure organisation de la filière.

Tableau 2: Evolution des principales productions de l’agriculture d’exportation

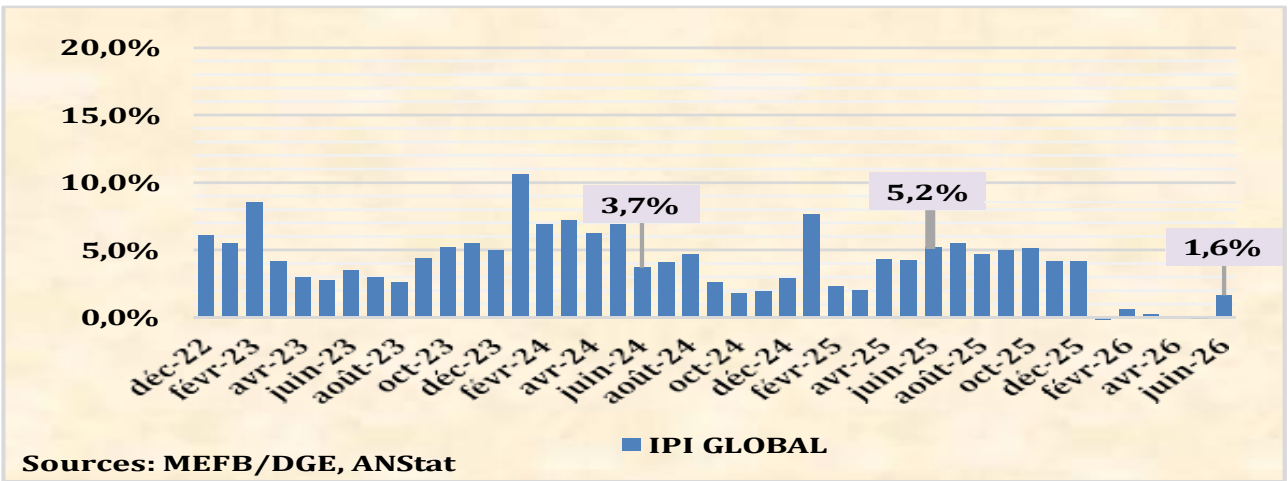
Productions en tonnes	6 mois 2025	6 mois 2026	Variation (%)	Prévisions 2026
Cacao fèves	555 030,30	879 818,70	58,50%	11,40%
Café	24 746,10	22 471,30	-9,20%	-8,30%
Noix de cajou	1 364 742,00	1 304 673,30	-4,40%	5,00%
Banane dessert	206 659,70	268 118,00	29,70%	4,00%
Sucre	105 175,20	132 446,00	25,90%	
Coton graine	236 142,40	230 607,20	-2,30%	26,30%

Sources : MEFB/DGE

II. 2. Au niveau du secteur secondaire

Le secteur secondaire ivoirien reste globalement dynamique au premier semestre 2026 grâce à la hausse modérée de l'Indice de Production Industrielle (+1,6%) soutenue par la forte croissance des activités de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau (+10,4%) et par la bonne performance des industries manufacturières (+4,1%). Toutefois, ce dynamisme a été freiné par le recul des industries extractives (-3,8%), limitant ainsi la croissance globale du secteur industriel. Parallèlement, le Bâtiment et les Travaux Publics (BTP) ont confirmé leur vitalité, avec une hausse notable des importations de clinker (+24,1%), traduisant l'intensification des chantiers. Les investissements dans les infrastructures routières et énergétiques ont également renforcé cette tendance haussière. Globalement, le secteur secondaire affiche une orientation positive, soutenue par le dynamisme du BTP et de l'énergie, mais demeure marqué par une fragilité persistante dans les industries extractives.

Graphique 3: Evolution des indices de la production industrielle à fin juin 2026



Source : MEFB/DGE

II.3. Au niveau du secteur tertiaire

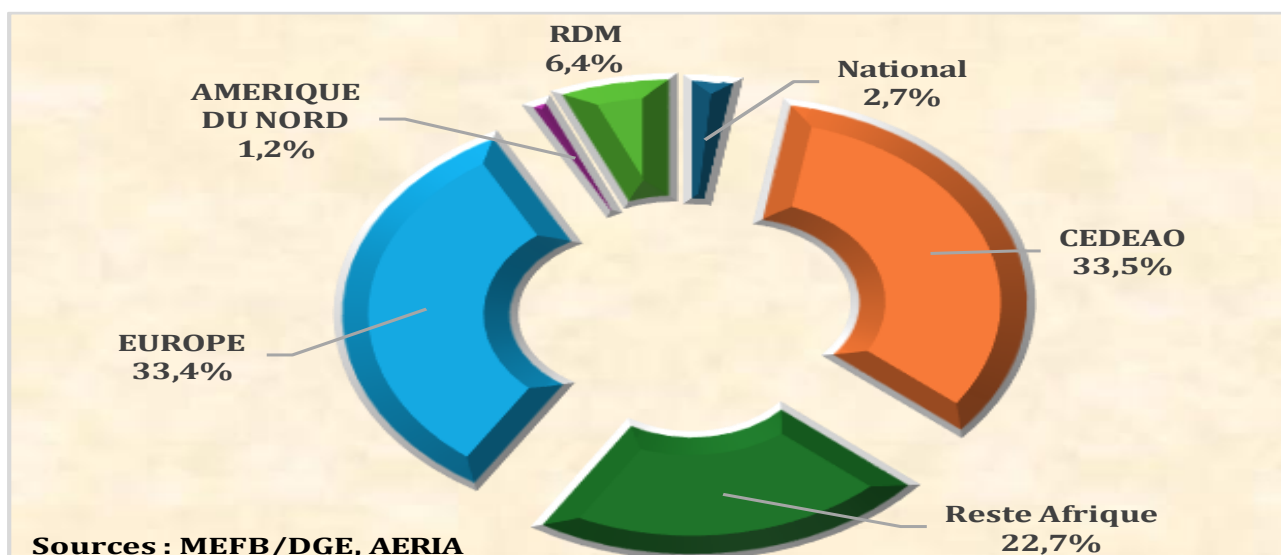
Le secteur tertiaire ivoirien s'est affirmé comme le principal moteur de la croissance économique. Les télécommunications ont enregistré une progression remarquable du chiffre d'affaires (+13,9%), portée par le déploiement de la 5G, l'essor de l'Internet mobile (+31,5%) et une forte expansion de l'Internet fixe (+55,1% des abonnements). Parallèlement, le commerce a confirmé sa vitalité avec une hausse de 13,2% de l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA). Le secteur des transports est également en plein essor avec des hausses du trafic maritime (+8,3%), ferroviaire (+6,4%), et aérien (+5,2%). Enfin, la consommation de carburants a bondi de 17,7%, reflet de l'intensification du transport routier et du dynamisme de l'activité économique. Dans son ensemble, le secteur tertiaire a constitué le pilier de la croissance nationale, grâce à l'expansion des télécommunications et à la bonne tenue du commerce et des transports.

Tableau 3: Evolution des principaux indicateurs

Indicateurs Télécommunication	6 mois 2025	6 mois 2026	Variation 2026/2025
Chiffre d'affaires total	5GG 30G 614 324,5	682 553 867 111,20	13,9%
Chiffre d'affaires_Téléphonie mobile (Hors internet mobile)	240 508 294 403,20	231 809 007 681,20	-3,60%
Chiffre d'affaires_Téléphonie fixe	8 897 179 392,00	7 427 460 283,20	-16,50%
Chiffre d'affaires_Internet fixe	50 926 665 176,50	62 408 574 070,90	22,50%
Chiffre d'affaires_Internet mobile	257 548 793 914,30	338 694 054 647,00	31,50%
Chiffre d'affaires_Infrastructures&IOT	41 428 681 430,40	42 214 770 429,00	1,90%
Abonnement total	60 77G 734,4	61 616 808,80	0,014
Abonnement_Téléphonie mobile	59 942 676,00	60 462 602,80	0,90%
Dont Abonnement_Internet mobile	3c 275 708,0	41 28c 4c0,7	13,80%
Abonnement_Téléphonie fixe	239 875,00	228 046,00	-4,90%
Abonnement_Internet fixe	597 183,40	926 160,00	55,10%
Trafic_SMS	11683521716	G 702 766 110,6	-0,17
Trafic_Voix total	33156607528	34 805 715 116,80	0,05
Dont Trafic_Voix fixe	25 302 075,00	1c 272 c82,1	-32,20%
Trafic_Voix mobile	33 131 305 452,50	34 788 735 427,70	5,00%
Trafic_Internet total	1 GG3 522 764,2	2 746 041 G56,4	0,377
Dont Trafic_Internet fixe	1 022 285 542,50	1 552 275 817,80	42,70%
Trafic_Internet mobile	200 537 214,70	1 18c 7cc 138,c	31,80%
Emplois directs	2766	2 G46,7	0,065
Investissements	152 052 047 G31,8	204 632 483 347,40	0,346

Source : MEFB/DGE

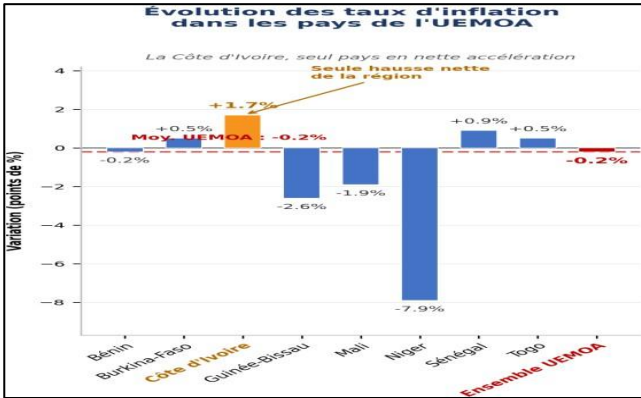
Graphique 4: Répartition des passagers à l'aéroport d'Abidjan



II.4. Au niveau de l'évolution des prix

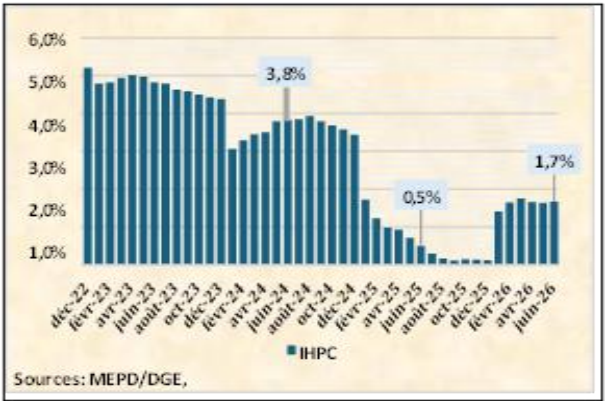
Au premier semestre 2026, les prix à la consommation ont enregistré une hausse contenue. L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a progressé de 1,7 %, après une baisse de 0,2 % observée au second semestre 2025. Cette évolution est principalement imputable au renchérissement des produits alimentaires frais, dont les prix ont augmenté de 2,3 %. En moyenne annuelle, l'inflation demeure faible, s'établissant à 0,7 % en juin 2026, soit un niveau largement inférieur au seuil communautaire de 3 %.

Graphique 5: Evolution des taux d'inflation dans les pays de l'UEMOA



Source : MEFB/DGE

Graphique 6: Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



Sources: MEPD/DGE,

II.5. Au niveau de l'emploi

À fin avril 2026, le marché de l'emploi formel en Côte d'Ivoire a montré une bonne dynamique, avec un effectif total de 1 606 280 salariés. La répartition indique une prédominance du secteur privé, qui concentre 74,9 % des emplois, contre 25,1 % pour le secteur public. Le secteur privé a enregistré une progression notable de 5,8 % sur un an, portée principalement par le commerce, les industries manufacturières et le BTP. De son côté, le secteur public a également affiché une hausse significative de 6,8 % des effectifs, confirmant ainsi la vitalité globale du marché de l'emploi et la capacité de l'économie nationale à générer des opportunités professionnelles.

Graphique 7:Flux mensuel de nouveaux emplois, Public et Privé, Janvier-Avril 2026



Tableau 4: Indicateurs comparés des secteurs privé (CNPS) et public (CGRAE), à fin avril 2026

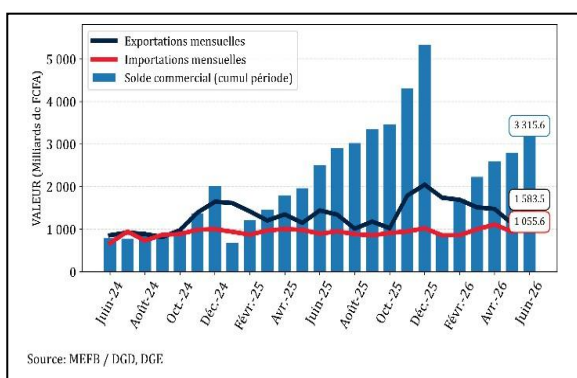
Indicateurs	Privé (CNPS)	Public (CGRAE)
Stock de salariés, avril 2026	1202693	403 587*
Nouveaux emplois cumulés janv.-avr.	25167	12856
Évolution depuis janvier	-1,9%	+3,3%*

Source : MEFB/DGE

II.6. Évolution du commerce extérieur

Au premier semestre 2026, le solde commercial de la Côte d'Ivoire a atteint un niveau historique, affichant un excédent de 3 315,6 milliards FCFA (FAB-CAF, hors biens exceptionnels), en hausse de 32,1 % par rapport à la même période en 2025. Cette performance résulte principalement d'une amélioration des termes de l'échange (+12,6 %), portée par une hausse des prix à l'exportation (+5,5 %) et un recul des prix à l'importation (-6,3 %). Les principaux moteurs de cette progression sont l'or brut, dont la valeur exportée a augmenté de 36,1 %, le cacao fèves (+25,3 % grâce aux volumes expédiés) et les produits pétroliers autres que le brut (+43,3 %). Ainsi, la progression des exportations conjuguée au repli des importations a renforcé l'excédent commercial, confirmant la solidité et la compétitivité des échanges extérieurs ivoiriens.

Graphique 8: Evolution du solde commercial hors biens exceptionnels en cumul sur le premier semestre



Graphique 9: Evolution du solde commercial hors biens exceptionnels ainsi que des exportations et des importations

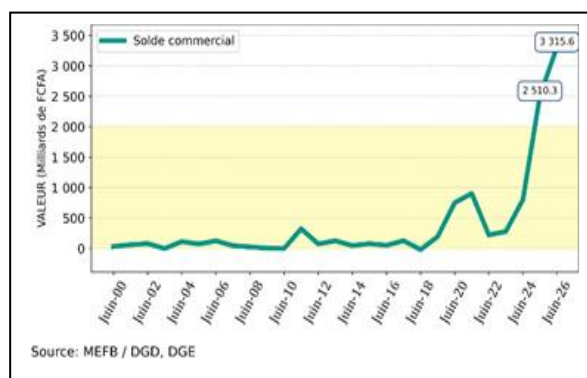


Tableau 6: Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur (Valeurs en millions de FCFA)

	juin 2025	juin 2026	Var. 2026/2025
TOTAL IMPORTATIONS (CAF)	5681,3	5836,2	2,7%
Total importations hors biens exceptionnels	5681,3	5836,2	2,7%
Biens de consommation	3107,3	3331,8	7,2%
Biens intermédiaires	1512,3	1367	-9,6%
Biens d'équipement	1061,8	1137,4	7,1%
TOTAL EXPORTATIONS (FAB)	8203,8	9151,9	11,6%
Total exportations hors biens exceptionnels	8191,7	9151,9	11,7%
Produits primaires	3553,6	3845,8	8,2%
Produits transformés	2706,9	3050,1	12,7%
Produits miniers	1931,2	2256	16,8%
SOLDE COMMERCIAL (FAB-CAF)	2522,5	3315,6	31,4%
Solde commercial hors biens exceptionnels (FAB-CAF)	2510,3	3315,6	32,1%
Taux de couverture	1,444	1,568	+12,4 pts
Taux de couverture (échanges hors biens exceptionnels)	1,442	1,568	+12,6 pts

Source : MEFB/DGE

Tableau 5: Structure des exportations en valeur au premier semestre 2025 et 2026

	06 mois 2025	06 mois 2026
Exportations hors biens exceptionnels	100%	100%
Produits primaires	43%	42%
Agriculture vivrière, Élevage, Pêche	0%	1%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	43%	42%
dont Cacao fèves	24%	27%
Noix de cajou	6%	3%
Caoutchouc naturel	11%	10%
Coton masse	1%	1%
Produits transformés	33%	33%
1ère Transformation	20%	19%
dont Cacao transformé	15%	14%
Huile de palme	1%	1%
Café transformé	0%	0%
Amande de Cajou	2%	2%
Conserves et Préparations Alimentaires	1%	1%
Manufacturiers	12%	13%
dont Produits pétroliers autres que le pétrole brut	7%	9%
Produits miniers	24%	25%
Pétrole brut	6%	4%
Or brut	17%	21%

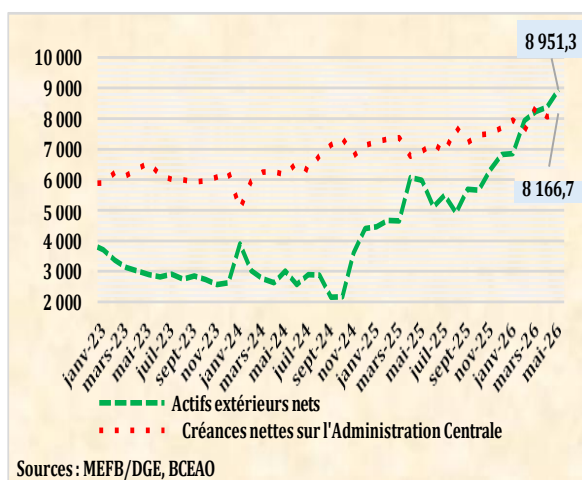
Source : MEFB/DGE

II.7. Évolution de la situation monétaire et financière

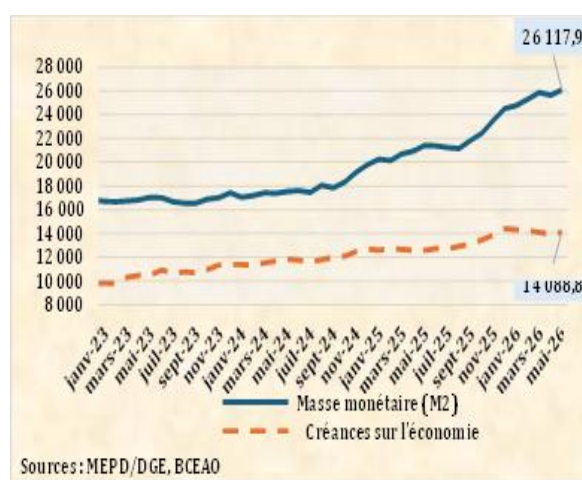
Au niveau de la situation monétaire

Au premier semestre 2026, la masse monétaire a enregistré une forte expansion de 23,9 % en glissement annuel. Cette progression est principalement portée par l'augmentation des créances sur l'économie (+10,6 %, soit +1 349,1 milliards FCFA), des créances nettes sur l'administration centrale (+20,4 %, soit +1 463,3 milliards FCFA) ainsi que par la hausse significative des actifs extérieurs nets (+60,1 %, soit +3 073,5 milliards FCFA). Parallèlement, le financement bancaire est demeuré bien orienté, soutenu par l'assouplissement des conditions de crédit amorcé depuis juin 2025, ce qui contribue à renforcer la dynamique de financement de l'économie nationale.

Graphique 11: Evolution des actifs extérieurs nets et des créances sur l'administration centrale



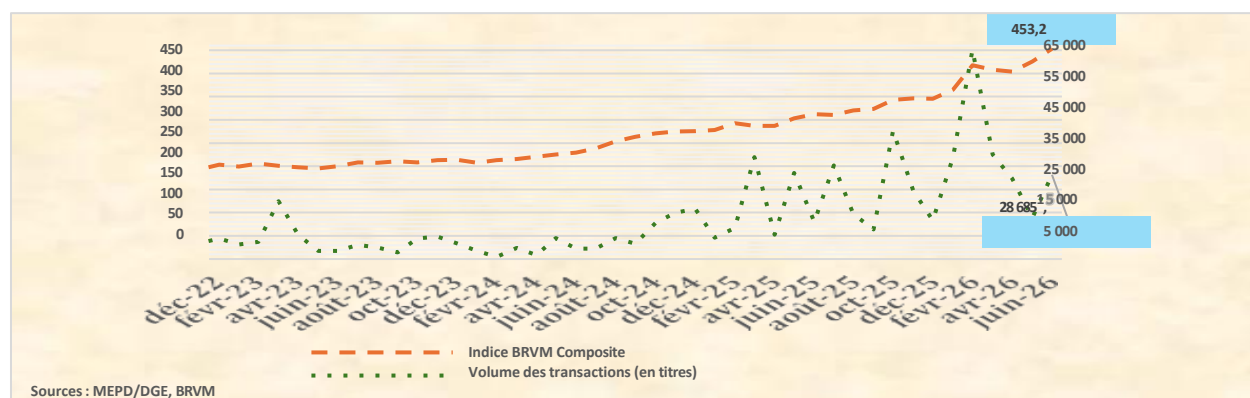
Graphique 10: Evolution de la masse monétaire et des créances sur l'économie



Au niveau du marché boursier

Au premier semestre 2026, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a enregistré une dynamique particulièrement haussière. L'indice BRVM Composite a progressé de 40,5 %, tandis que le BRVM 30 et le BRVM Prestige ont respectivement augmenté de 31,6 % et 31,5 %. Cette performance globale est largement portée par certains secteurs clés, notamment les services financiers (+63,6 %), les industries (+62,4 %) et les services publics (+50,1 %). Ces évolutions traduisent un regain de confiance des investisseurs et confirment la vitalité du marché financier régional, consolidant ainsi son rôle moteur dans le financement de l'économie ouest-africaine.

Graphique 12: Evolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



2ème PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2026

Section 1. Mobilisation des ressources

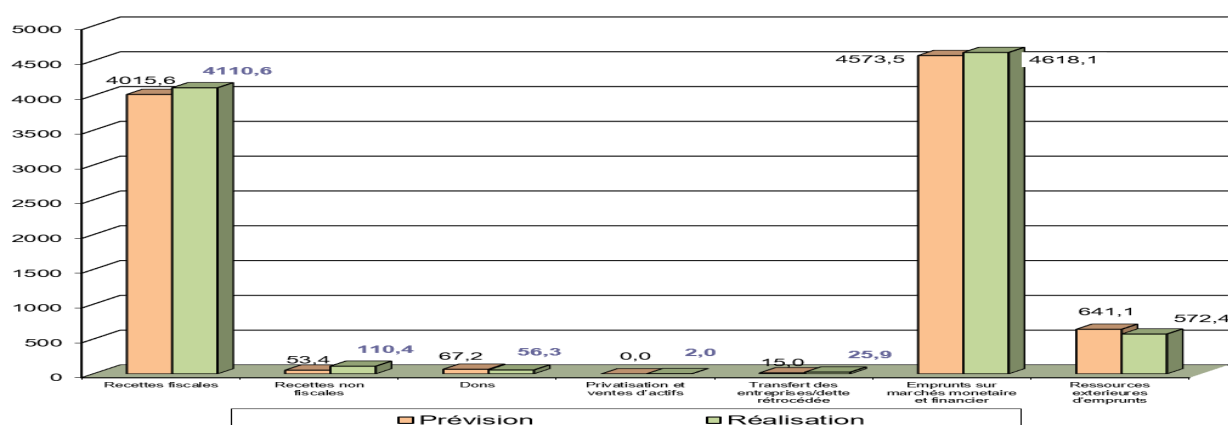
Les ressources mobilisées hors Comptes Spéciaux du Trésor à fin juin 2026, se sont chiffrées globalement à 9.495,6 milliards de FCFA pour une prévision de 9.365,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 101,4%. Les réalisations de ressources comprennent les recettes budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et les ressources de trésorerie (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Tableau 7: Situation de réalisation des ressources de l'Etat à fin juin 2026

(En milliards de FCFA)

Natures de ressources	Budget initial 2026	Prévisions 2026 révisées	JUIN 2026			
			Prévisions (1)	Réalisations (2)	Ecart (2)-(1)	Taux réalisation (1)/(2)
Ressources budgétaires	8 887,0	8 232,9	4 136,2	4 277,2	141,0	103,4%
Recettes fiscales	8 450,1	7 786,5	4 015,6	4 110,6	95,0	102,4%
Recettes non fiscales	201,7	211,2	53,4	110,4	57,0	206,8%
Dons	235,2	235,2	67,2	56,3	-10,9	83,7%
Dons programmes	88,8	88,8	37,2	37,2	0,0	100,0%
Dons projets	146,4	146,4	30,0	19,1	-10,9	63,6%
Ressources de trésorerie	7 033,6	7 746,4	5 229,6	5 218,4	-11,2	99,8%
Privatisation et ventes d'actifs	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	58,5	58,5	15,0	25,9	10,9	172,8%
Emprunts sur marchés monétaire et financier	4 867,9	5 510,4	4 573,5	4 618,1	44,6	101,0%
Ressources extérieures d'emprunts	2 107,1	2 177,5	641,1	572,4	-68,7	89,3%
Emprunts programmes	699,9	770,3	471,1	480,3	9,2	102,0%
Emprunts-projets	1 407,2	1 407,2	170,0	92,1	-77,9	54,2%
Total Ressources	15 920,6	15 979,3	9 365,7	9 495,6	129,9	101,4%

Graphique 13: Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2026



Source DPSB

I. 1. Les recettes fiscales

Le niveau de recouvrement ressort à 4 110,6 milliards de FCFA à fin juin 2026 contre un objectif de 4 015,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 102,4%. Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement de certains impôts et taxes de la DGI, de la DGD et du Trésor.

Tableau 8: Recettes fiscales budgétaires à fin juin 2026

(En milliards de FCFA)

LIBELLES	Prévisions 2026 (initiaux)	Prévisions 2026 (révisées)	JUIN 2026			
			Prévisions (1)	Réalisations (2)	Ecart (2) - (1)	Taux de réalisation (2) / (1)
DGI	4 903,7	4 767,1	2 448,5	2 453,9	5,4	100,2%
Impôts directs	2 631,8	2 535,6	1 382,0	1 427,6	45,5	103%
Impôts sur bénéfices	1 277,1	1 237,4	696,6	764,8	68,2	110%
BIC pétrole et gaz	74,4	75,5	28,9	66,4	37,5	230%
- BIC pétrole	27,7	28,8	6,2	9,0	2,9	146%
- BIC gaz	46,7	46,7	22,8	57,4	34,7	252%
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	2 557,4	2 460,1	1 353,1	1 361,1	8,0	101%
- BIC hors pétrole	1 121,8	1 085,7	632,9	669,5	36,6	106%
- Impôt synthétique et AIRSI	55,9	52,9	24,6	21,6	-3,0	88%
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	25,0	23,3	10,2	7,2	-2,9	71%
- Impôts sur revenus et salaires	972,0	954,0	485,7	460,1	-25,7	95%
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	382,7	344,2	199,7	202,7	3,0	102%
Impôts indirects	2 271,9	2 231,5	1 066,4	1 026,3	-40,1	96%
TVA (hors part secteur électricité)	1 130,0	1 081,7	483,8	409,6	-74,2	85%
TOB	168,3	160,0	76,9	72,7	-4,2	95%
Taxe sur boissons et tabacs	147,9	160,4	80,2	76,5	-3,7	95%
Droits d'enregistrement et de timbre	475,7	434,4	231,5	253,2	21,7	109%
dont enregistrement café cacao	265,0	219,0	134,8	163,5	28,7	121%
Patentes et Licences	25,4	22,0	11,3	10,9	-0,5	96%
Taxe d'exploitation pétrolière	11,9	12,3	2,6	3,9	1,2	146%
Taxe d'exploitation du gaz	20,0	20,0	9,7	24,6	14,9	252%
Taxe sur les télécommunications	77,4	76,8	37,6	39,1	1,5	104%
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	37,3	37,1	17,5	17,5	0,0	100%
Taxe ad valorem	170,0	221,0	112,5	115,4	2,9	103%
Taxe pour le développement touristique	1,8	2,3	1,1	1,1	0,0	97%
Taxe/sachet et mat plast	0,4	0,4	0,2	0,1	-0,1	50%
Accises et autres taxes indirectes	5,8	3,1	1,3	1,8	0,5	136%
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	2,8	2,8	1,1	0,7	-0,3	68%
TRESOR	40,3	35,7	13,7	23,0	9,2	167,2%
Impôts indirects	40,3	35,7	13,7	23,0	9,2	167%
Timbres et vignettes	3,3	1,7	0,5	0,0	-0,5	4%
Redevance LONACI	29,9	25,2	10,1	16,9	6,8	167%
Autres indirects	7,0	8,9	3,1	6,0	2,9	194%
DGD (hors PCC, PCS et RPI)	3 280,0	2 757,6	1 527,5	1 607,3	79,7	105,2%
Droits et taxes à l'importation	2429,5	2117,6	1077,2	1039,4	-37,8	96,5%
Taxes sur produits pétroliers	805,7	357,2	275,1	284,0	8,8	103,2%
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	1623,8	1760,4	802,1	755,4	-46,7	94,2%
Taxes à l'exportation	850,5	640,0	450,4	567,9	117,5	126,1%
TVA et droits de douane Exonérés sur projets cofinancés	226,1	226,1	25,9	26,4	0,6	102,2%
DGI	135,7	135,7	13,6	16,1	2,5	119%
DGD	90,4	90,4	12,3	10,3	-2,0	84%
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	8450,1	7786,5	4015,6	4110,6	95,0	1,0

Source DPSB

➤ Les recettes fiscales de la DGI

📊 Analyse par nature d'impôt au premier semestre 2026

Les recettes fiscales budgétaires de la Direction générale des Impôts (DGI) à fin juin 2026 s'établissent à 2 453,9 milliards de FCFA, pour un objectif de 2 448,5 milliards. Il s'en dégage un écart positif de 5,4 milliards et un taux de réalisation des objectifs de 100,2%.

Cet écart positif provient des performances enregistrées au niveau de certains impôts et taxes, notamment les revenus du pétrole et du gaz (+53,6 milliards), l'impôt BIC hors pétrole-gaz (+36,6 milliards), les droits d'enregistrement sur le café-cacao (+28,7 milliards), l'IRCM (+3,0 milliards) et la taxe ad valorem (+2,9 milliards).

- les revenus de pétrole et de gaz se sont chiffrés à 94,9 milliards de FCFA contre un objectif de 41,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 229,7% en rapport avec un niveau plus élevé que prévu des volumes du gaz (+252,4% par rapport aux projections) et le recouvrement au cours du premier semestre 2026 d'un enlèvement de pétrole initialement prévu au quatrième trimestre 2026 ;
- les droits d'enregistrements et de timbre ont été collectés à hauteur de 253,2 milliards de FCFA pour un objectif de 232,3 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 108,9%. Cette performance résulte d'un niveau plus élevé que projeté des volumes exportés de cacao (968 000 tonnes réalisées contre 869 500 tonnes projetées) et des prix pratiqués (3929,7 FCFA/Kg réalisés contre 3100 FCFA/Kg projetés) ;
- l'impôt BIC hors pétrole et gaz a été recouvré à hauteur de 669,5 milliards de FCFA pour un objectif de 632,9 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 105,8%. Ce bon niveau de réalisation est en lien avec une hausse du niveau de paiement de l'impôt BIC des secteurs miniers et exportateurs de cacao.

Tableau 9: Evolution des paiements de l'impôt BIC hors pétrole-gaz par secteur d'activités 2025/2026

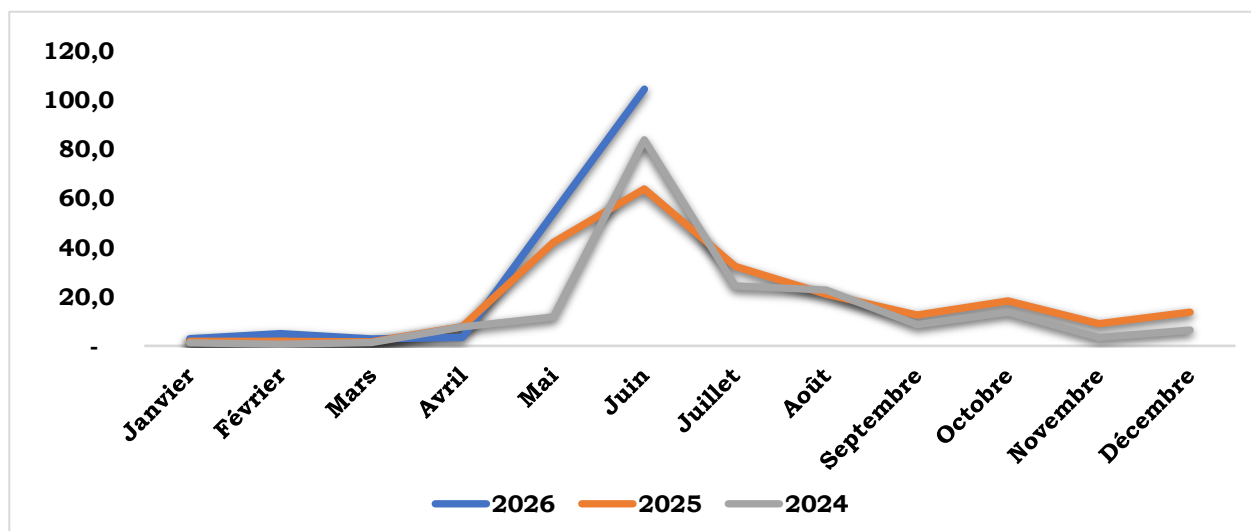
(En milliards de FCFA)

SECTEUR	BRANCHE	Paiement 1 ^{er} semestre 2025	Paiement 1 ^{er} semestre 2026	Ecart 2026/2025	Taux de croissance 2026/2025
Primaire	Agriculture d'exportation	4 420,3	4 242,4	-177,9	-4,00%
	Agriculture vivrière, élevage	127,3	176,8	49,5	38,90%
	Pêche	36,5	54,8	18,2	49,90%
	Sylviculture	67,1	70,6	3,5	5,30%
	Total Primaire	4 651,2	4 544,6	-106,6	-2,30%
Secondaire	BTP	14 396,1	22 960,8	8 564,6	59,50%
	Energie (eau, gaz, électricité)	9 555,8	11 202,4	1 646,6	17,20%
	Extraction minière	98 171,3	181 209,7	83 038,4	84,60%
	Industries agro-alimentaires	37 045,4	55 222,0	18 176,5	49,10%
	Produits pétroliers	11 108,7	17 812,0	6 703,3	60,30%
	Autres industries	44 276,8	47 721,2	3 444,4	7,80%
	Total Secondaire	214 554,2	336 128,0	121 573,8	56,70%
Tertiaire	Commerce	60 350,4	70 788,7	10 438,3	17,30%
	Services	144 009,8	184 589,8	40 580,0	28,20%
	Télécommunications	59 256,3	53 698,6	-5 557,7	-9,40%
	Transports, communications	15 909,1	19 723,7	3 814,6	24,00%
	Total Tertiaire	279 525,6	328 800,9	49 275,3	17,60%
ND		0,8	1,6	0,8	100,30%
TOTAL		498 731,8	669 475,1	170 743,3	34,20%

Source : DGI

- La Taxe sur les télécommunications s'est chiffrée à 39,1 milliards de FCFA pour un niveau escompté de 37,6 milliards de FCFA, soit un niveau de mobilisation de 104 %. Ce niveau de recouvrement se justifie par la bonne tenue de l'activité dans le secteur des télécommunications en lien avec la hausse des chiffres d'affaires des entreprises assujetties à cette taxe de 16,9% ;
- Les réalisations du premier semestre 2026 en matière d'IRCM enregistrent un écart positif de 3,0 milliards et une progression de 40,1% par rapport à la même période de 2025 grâce notamment à la bonne performance enregistrée d'une part en matière d'IRVM (+1,5 milliard) et d'autre part en matière d'IRC (+1,5 milliard) ;

Graphique 14: Evolution mensuelle des recettes d'IRVM en 2024, 2025 et à fin juin 2026 (en milliards de F CFA)



Source : DGI

- la taxe ad valorem s'est établie à 115,4 milliards de FCFA contre un objectif de 112,5 milliards de FCFA correspondant à un taux de recouvrement de 102,6%. Cette performance s'explique par la hausse du cours international de l'or ;

Les bons niveaux de recouvrement susmentionnés ont été atténués par les performances moindres enregistrées dans la collecte de certaines natures de recettes fiscales. Il s'agit notamment :

- de la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur hors TVA exonérée sur projets cofinancés (-74,2 milliards de FCFA). Cet écart s'explique par des résultats insuffisants enregistrés en matière de paiements spontanés (-84,7 milliards) et l'impact négatif des tensions géopolitiques sur l'économie avec des évolutions moins favorables de certaines branches d'activité notamment les industries extractives (-5,2%), les industries agro-alimentaires (-8,4%) ainsi que les industries textiles et de l'habillement (-9,1%) ;
- de l'impôt sur le traitement des salaires (-25,7 milliards de FCFA) résultant principalement des difficultés de recouvrement des prélèvements d'ITS dans certaines structures publiques.

Analyse des résultats des recouvrements suite aux actions particulières

Les recettes des actions particulières sont issues des déclarations et paiements spontanés des contribuables des actions particulières menées par la DGI en termes de contrôles fiscaux, de recouvrements d'arriérés d'impôts et de gestion du contentieux fiscal.

Tableau 10: Synthèse des résultats par type de recouvrement à fin juin 2026/2025

Type de paiement	Cumul à fin juin 2026			Fin juin 2025	Ecart 2026/2025	Prog. 2026/2025
	Objectif	Réal.	Ecart			
Paiements spontanés	2 481,3	2 442,1	-39,2	2 102,2	339,9	16,20%
Recettes de contrôle fiscal	89,2	112,5	23,3	66,5	46	69,10%
Recouvrements d'arriérés	192	211,3	19,4	152	59,3	39,00%
Total DGI	2 762,5	2 765,9	3,5	2 320,8	445,2	19,20%

Source : DGI

❖ Mesures d'administration et de politiques fiscales

Les mesures de politique et d'administration fiscales permettent d'expliquer en partie ces résultats. Toutefois, leur contribution reste limitée, leur rendement global étant inférieur aux attentes.

Dans ce cadre, l'impact budgétaire des mesures de politique et d'administration fiscales contenues dans l'annexe fiscale 2026 est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 11: Synthèse de l'impact budgétaire à fin juin 2026 des mesures de politique fiscale

N°	Mesures	Prévisions 2026	Prévisions à fin juin 2026	Impact à fin juin 2026	Ecart
	Mesures de politique fiscale	40,4	20,2	13,7	-6,5
1	Extension du champ d'application de la retenue à la source au titre de l'impôt sur	0,1	0,05	0,04	-0,01
2	Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des opérations d'affacturage	2,9	1,45	1,4	-0,05
3	Aménagement des dispositions du Code général des Impôts relatives à la taxe	4	2	1,2	-0,8
4	Aménagement des dispositions relatives aux redevances pour occupation du	0,2	0,1	0,1	0
5	Institution d'une taxe communale de nuitée	2,5	1,25	-	-1,25
6	Institution d'un impôt sur les bénéfices des plateformes de commerce en ligne	2,3	1,15	0,4	-0,75
7	Mesures de rationalisation des exonérations fiscales	2,4	1,2	4,9	3,7
8	Aménagement des dispositions du Code général des Impôts relatives à l'impôt	20	10	0	-10
9	Aménagement des dispositions du Code général des Impôts relatives à l'impôt sur	2,5	1,25	4,7	3,5
10	Renforcement des garanties du Trésor en cas de cessation frauduleuse	2	1	-	-1
11	Aménagement des dispositions du Code général des Impôts relatives au	1,5	0,75	1	0,25
	Mesures d'administration	169,7	84,9	69,5	-15,4
1	Mise en œuvre du module de traitement digitalisé de la patente transport	1,5	0,75	0	-0,75
2	Mise en œuvre du module de Facturation normalisée électronique (FNE)	50	25	-	-25
3	Mise en œuvre du module de déclaration unifiée des ITS et cotisations sociale	4	2	-	-2
4	Extension REPAE aux dix (10) Communes d'Abidjan	20	10	14	4
5	Traçabilité du tabac	20	10	1,2	-8,8
6	Efforts supplémentaires de recouvrement des arriérés d'impôts	74,2	37,1	54,3	17,2
	TOTAL	210,1	105,1	83,2	-21,9

Source : DGI

❖ Le recouvrement des arriérés d'impôts

Le niveau de recouvrement des arriérés d'impôts à fin juin 2026 s'établit à 211,3 milliards pour un objectif fixé à 192,0 milliards, soit un écart positif de 19,4 milliards.

En glissement annuel, les réalisations enregistrent également une progression de 39,0 % par rapport à la même période de 2025.

Cette performance s'inscrit dans la dynamique impulsée par la mise en œuvre, depuis juin 2023, d'un plan spécial de recouvrement des arriérés d'impôts.

📊 Analyse des coûts fiscaux provisoires à fin juin 2026

Les données provisoires indiquent que les exonérations fiscales ont coûté à l'Etat, 60,5 milliards à fin juin 2026, contre 93,1 milliards à la même période en 2025, soit une baisse de 35,0%. Cette diminution s'explique en grande partie par la forte baisse des exonérations liées aux régimes forfaitaires (TEE et IME (-64,0 %)) et à la TVA (-42,2 %).

Par sources légales des exonérations, tous les régimes ont contribué de manière significative à cette baisse à l'exception des régimes suivants : « Régime de déclaration et agrément à l'investissement », « Nouvelles créations » et « Logements économiques et sociaux ».

Tableau 12: Coûts fiscaux provisoires à fin juin 2026/2025 par régime d'exonération

(En milliards de FCFA)

REGIMES OU SOURCES	Estimés à fin juin 2026	Estimés à fin Juin 2025	Ecart	Taux d'évolution
Code minier	108,1	346,4	-238,3	-68,80%
Régime de déclaration et agrément à l'investissement	3 539,90	1 678,60	1 861,30	110,90%
Conventions et dispositions particulières	7 786,80	8 529,40	-742,6	-8,70%
Adhérents CGA	2 513,60	7 122,80	-4 609,20	-64,70%
Ministères, Ambassades et Assimilés	10 640,40	27 655,70	-17 015,30	-61,50%
Dons (Article 355-24 du CGI)	5 557,80	17 701,70	-12 143,90	-68,60%
Logements économiques et sociaux	2 944,50	2 043,30	901,2	44,10%
Nouvelles créations	1 861,10	413,7	1 447,40	349,90%
Autres dispositions réglementaires	25 594,00	27 634,90	-2 040,90	-7,40%
TOTAL	60 546,20	93 126,50	-32 580,30	-35,00%

Source : DGI

Tableau 13: Coûts fiscaux provisoires à fin juin 2026/2025 par nature d'impôts

(Montants en millions de FCFA)

Nature d'Impôt	Estimés à fin juin 2025	Estimés à fin juin 202	Ecart	Taux d'évolution
IMPOT BIC	1 481,40	1 072,80	408,6	38,10%
IMPOT FONCIER	3 778,30	124,2	3 654,10	2942,10%
TEE ou IME	2 483,10	6 889,70	-4 406,60	-64,00%
ITS	3	3	-	0,00%
PATENTE	5 495,70	3 130,50	2 365,20	75,60%
TVA	47 304,70	81 906,40	-34 601,70	-42,20%
Total général	60 546,20	93 126,60	-32 580,40	-35,00%

Source : DGI

➤ Les recettes fiscales de la DGD

📊 Analyse générale des réalisations du premier semestre 2026

Les recettes fiscales de la DGD sont ressorties à 1 607,3 milliards de FCFA contre un objectif de 1527,5 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 105,2% expliqué par la bonne tenue des droits et taxes à l'exportation. Elles sont composées des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de 567,9 milliards de FCFA contre un objectif de 450,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 126,1% en raison d'un niveau plus élevé que prévu de volume (1 088 840 tonnes réalisées contre un objectif de 929 730 tonnes) et du prix CAF (3 474,9 FCFA/kg réalisés contre un objectif de 3 083,0 FCFA/kg) du cacao ;
- **les droits et taxes à l'importation** sur les produits pétroliers sont ressortis à 283,9 milliards de FCFA contre un objectif de 275,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 103,2% en lien avec un volume plus élevé que prévu du gasoil (950,6 millions de litres pour un objectif de 800,7 millions de litres) et du super carburant (833,8 millions de litres pour un objectif de 803,7 millions de litres) ;

- **des droits et taxes à l'importation** sur les marchandises générales hors TVA et droits de douane exonérés sur projets cofinancés (-46,7 milliards de FCFA) expliqués par un niveau de remboursement de TVA supérieur aux prévisions (95,42 milliards réalisés contre un objectif de 78,84 milliards) ;

➤ TVA et droits de douanes sur projets cofinancés

La TVA et droit de douane exonérés sur projets cofinancés a été exécuté à hauteur de 26,4 milliards de FCFA pour un objectif de 25,9 milliards de FCFA.

➤ Les recettes fiscales du Trésor

Les recettes fiscales du Trésor à fin juin 2026 ont été collectées à hauteur de 23 milliards de FCFA contre une prévision de 13,7 milliards de FCFA. Elles sont composées principalement de recettes de service requalifiées chiffrées à 23 milliards de FCFA pour un objectif de 13,2 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 174,2%.

I. 2. Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de 110,4 milliards de FCFA contre 53,4 milliards de FCFA prévus soit un taux de recouvrement de 206,8% expliqué principalement par un niveau plus élevé que prévu des recettes de services (49,8 milliards de FCFA contre 25,4 milliards de FCFA prévus) et de dividendes (21,9 milliards de FCFA de dividendes contre 0,1 milliard de FCFA prévu). Ces recettes comprennent en outre 22,7 milliards de FCFA de revenus du domaine, 13,3 milliards de FCFA de Fonds d'investissement en milieu rural, ainsi que 2,6 milliards de FCFA de surcotes sur émission de titres publics.

Tableau 14: Situation de réalisation des recettes non fiscales à fin juin 2026

(En milliards de FCFA)

Natures de recettes	Prévisions 2026 (initiales)	Prévisions 2026 (révisées)	JUIN 2026		
			Prévisions (1)	Réalisations (2)	Ecart (2) -(1)
Recettes non fiscales du Trésor	137,8	156,0	25,6	71,7	46,1
Dividendes PETROCI	11,8	11,8	0,1	0,0	-0,1
Dividendes (SIB, SGBCI, autres,...)	50,0	68,2	0,1	21,9	21,8
Recettes des services	75,9	75,9	25,4	49,8	24,4
Redevance téléphonie cellulaire	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Revenus du domaine	53,3	44,5	22,4	22,7	0,3
FIMR (fonds café cacao)	10,6	10,6	5,3	13,3	8,0
Bonus de signature secteur minier	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Surcote sur Emission de titres publics	0,0	0,0	0,0	2,6	2,6
RECETTES NON FISCALES BUDGETAIRES	339,5	367,2	79,0	182,1	103,1

Source : DPSB

I.3. Les dons

La comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à 56,3 milliards de FCFA, pour une prévision de 67,2 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation est composé de dons-programmes (37,2 milliards de FCFA de C2D) et de dons-projets (19,1 milliards de FCFA).

Les dons projets sont issus principalement des bailleurs suivants :

- Banque Mondiale : 5,8 milliards de FCFA ;
- Union Européenne (UE) : 3,7 milliards de FCFA ;
- Fonds Mondial : 1,2 milliard de FCFA ;
- Programme des Nations Unies pour le Développement : 1,1 milliard de FCFA.

I.4 . Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser 4 618,1 milliards de FCFA pour une prévision de 4 573,5 milliards de FCFA, soit un taux de mobilisation de 101,0%. Elles comprennent 2.994,1 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 731,5 milliards FCFA d'emprunts obligataires, 170,6 milliards FCFA de bons du Trésor et 721,9 milliards de FCFA de mobilisation sur le marché international.

I.5. Les ressources extérieures d'emprunts

Concernant les ressources extérieures, la comptabilisation budgétaire des tirages à fin juin 2026 s'élève à 572,4 milliards de FCFA pour une prévision de 841,1 milliards de FCFA. Elles comprennent 92,1 milliards de FCFA au titre des emprunts-projets et 480,3 milliards de FCFA au titre des Emprunts-programmes provenant du FMI à hauteur de 426,9 milliards de FCFA et de la BAD à hauteur de 20 milliards de FCFA.

I.6. Les transferts des entreprises

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par les entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à 25,9 milliards de FCFA provenant principalement du Port Autonome d'Abidjan.

I.7. La privatisation et les ventes d'actifs

La privatisation et les ventes d'actifs se sont situées à 2,0 milliards de FCFA non initialement prévus, provenant de IPS WA.

Section 2. Exécution des dépenses

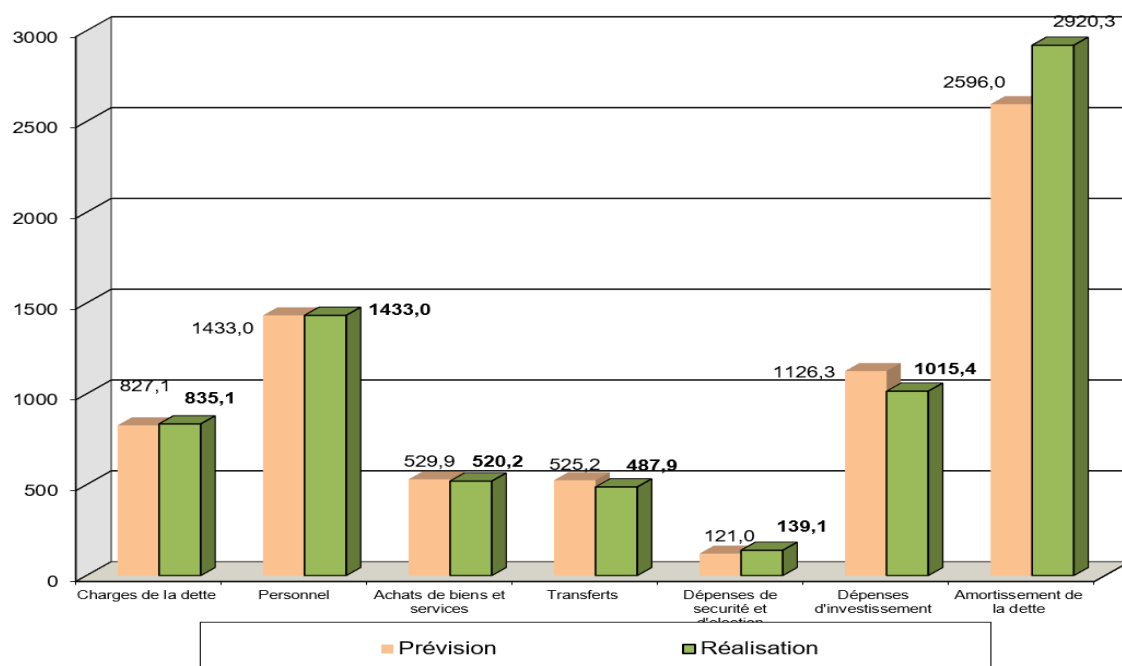
A fin juin 2026, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de 7.351,1 milliards de FCFA pour une prévision de 7.158,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 102,7%.

Tableau 15: Situation des dépenses à fin juin 2026

(En milliards de FCFA)

Natures de dépenses	Prévisions 2026 (initiales)	Prévisions 2026 (révisées)	JUIN 2026		Ecart (2) -(1)
			Prévisions (1)	Réalisations (2)	
Dépenses Budgétaires	11 184,4	11 062,3	4 562,5	4 430,8	-131,7
Charges de la dette publique	1 757,9	1 686,0	827,1	835,1	7,9
Dette intérieure	773,1	783,7	344,1	329,4	-14,7
Dette extérieure	984,8	902,3	483,0	505,6	22,6
Personnel	2 853,5	2 853,5	1 433,0	1 433,0	0,0
Achats de biens et services (hors CNS et élections)	1 248,2	1 248,8	529,9	520,2	-9,7
Abonnement	161,5	161,5	80,7	73,7	-7,1
Autres achats de biens et services	1 086,8	1 087,4	449,1	446,5	-2,6
Transferts (hors CNS et élections)	707,1	958,3	525,2	487,9	-37,2
Subvention au secteur électricité	16,7	16,7	16,7	32,0	15,3
Autres transferts	690,3	941,6	508,5	455,9	-52,5
Dépenses de sécurité et d'élection	142,6	142,5	121,0	139,1	18,2
Dépenses d'investissement hors election (y compris FIMR ET FI)	4 475,0	4 173,2	1 126,3	1 015,4	-110,9
Financement intérieur	2 921,4	2 619,5	926,3	904,2	-22,1
Financement extérieur	1 553,6	1 553,6	200,0	111,2	-88,8
Emprunts-projets	1 407,2	1 407,2	170,0	92,1	-77,9
Dons-projets	146,4	146,4	30,0	19,1	-10,9
Dépenses de trésorerie	4 916,2	5 049,2	2 596,0	2 920,3	324,3
Amortissement de la dette publique	4 916,2	5 049,2	2 596,0	2 920,3	324,3
Dette intérieure	3 505,7	3 867,7	1 944,8	2 262,0	317,2
Dette extérieure	1 410,5	1 181,4	651,2	658,4	7,2
TOTAL DEPENSES	16 100,6	16 111,5	7 158,5	7 351,1	192,6

Graphique 15: Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2026



Source : DPSB

II.1. Analyse des dépenses par nature

➤ Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de 1.433 milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- le salaire des fonctionnaires (1 053,8 milliards de FCFA) ;
- la solde de la police (77,1 milliards de FCFA) ;
- la solde des militaires (115,1 milliards de FCFA) ;
- les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (121,3 milliards de FCFA) ;
- les salaires du personnel des institutions (36,5 milliards de FCFA) ;
- les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (3,1 milliards de FCFA) ;
- la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (25,9 milliards de FCFA).

➤ Les achats de biens et services

Les achats de biens et services (hors dépenses liées au CNS et charges financières de la dette) se sont chiffrés à 520,2 milliards de FCFA contre une prévision de 529,9 milliards de FCFA.

Les charges financières de la dette ont été exécutées à hauteur de 835,1 milliards de FCFA dont 329,4 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 505,6 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

➤ Les transferts (hors dépenses liées au CNS)

Les transferts (hors dépenses liées au CNS et charges de trésorerie de la dette) ont été exécutés à hauteur de 487,9 milliards de FCFA, pour une prévision de 525,2 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 37,2 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation comprend la subvention aux écoles privées (148,3 milliards de FCFA), les bourses et pécules (76,2 milliards de FCFA), les transferts aux EPN (58,5 milliards de FCFA), la subvention au secteur électricité (32 milliards de FCFA en réalisation) et les transferts aux collectivités décentralisées (24,7 milliards de FCFA).

Les charges de trésorerie de la dette se sont chiffrées à hauteur de 2.920,3 milliards de FCFA dont 2.262 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 658,4 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

➤ Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement affichent un niveau d'exécution de 1 015,4 milliards de FCFA pour une prévision de 1.126,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 90,2%. Ce niveau d'exécution comprend les dépenses d'investissement financées sur Trésor et celles sur financement extérieur de projets.

Au titre du financement intérieur, les dépenses d'investissements exécutées s'élèvent à 904,2 milliards, représentant 97,6% de l'objectif fixé à 926,3 milliards.

Le niveau de réalisation comprend principalement les dépenses exécutées dans le cadre du projet de la construction du Train Urbain d'Abidjan (47,84 milliards de FCFA), de la phase 2 de l'appui aux projets jeunes (25 milliards de FCFA), du Programme multisectoriel d'Appui au système national des Filets Sociaux (PAFS) (22,5 milliards de FCFA), du Projet de Construction des Infrastructures du Train Urbain d'Abidjan/Plan d'Action

de Réinstallation (14 milliards de FCFA), du Programme National de Numérisation et d'Accès à l'Electricité en Côte d'Ivoire (10 milliards de FCFA), de l'Appui au développement du secteur vivrier (9,8 milliards de FCFA), du projet de construction d'une Ecole de Police de Korhogo (7,7 milliards de FCFA), du projet de Réhabilitation et Entretien des Pompes à Motricité Humaine (7,5 milliards de FCFA), du Projet Dorsale Abidjan 400 KV Liaison PK 24 - Bingerville (6,5 milliards de FCFA), du projet Transport Urbain Abidjan (PTUA) (6 milliards de FCFA), de l'opération Doter les fonctionnaires de Police en effets d'habillement (6 milliards de FCFA), du projet de Construction et Réhabilitation des Unités de la Gendarmerie Nationale (5,1 milliards de FCFA), du Programme National de Vaccination (5,4 milliards de FCFA), du projet de construction de l'aéroport international de Korhogo, Kong, San-Pédro et Séguela (5,3 milliards de FCFA), de l'appui au Programme cancer et hépatites (5 milliards de FCFA), du projet de construction du port sec de Ferké (4,9 milliards de FCFA).

Au titre du financement extérieur, l'objectif attendu à 200 milliards de FCFA a été réalisé à hauteur de 111,2 milliards de FCFA correspondant à un taux d'exécution de 55,6%. Ce niveau d'exécution comprend 92,1 milliards d'emprunts projets et 19,1 milliards pour les dons-projets.

Les emprunts-projets ont enregistré un taux d'exécution de 54,2% de l'objectif fixé à 170 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution s'explique par le retard dans l'exécution de certains projets notamment le projet de Connectivité du Nord de la Côte d'Ivoire (30,0 milliards de FCFA annuellement prévus), le Projet d'Assainissement de la Commune de Yopougon (PACY) 1ère tranche (25,3 milliards de FCFA annuellement prévus), le programme de construction et d'équipement de collèges et lycées (22,9 milliards de FCFA annuellement prévus), le Projet d'appui à l'opérationnalisation du GUDE - PME / Choose Africa 2 (21,1 milliards de FCFA annuellement prévus), le Projet d'Accélération Digitale en Côte d'Ivoire (PADCI) (20,8 milliards de FCFA annuellement prévus), le Projet des chaînes de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économique (PCCET) (20,0 milliards de FCFA annuellement prévus) et la construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguela Mankono (13,7 milliards de FCFA annuellement prévus).

Ce niveau d'exécution des emprunts projets comprend principalement le Programme d'approche multi phases de Santé, Nutrition et Développement de la Petite Enfance (PSNDPE) (21,7 milliards de FCFA), le Programme multisectoriel d'Appui au système national des Filets Sociaux (PAFS) (10,6 milliards de FCFA), le Projet de Construction des routes d'Intégration du District des Montagnes : Man-Kouibli et Guiglo-Tai (9,8 milliards de FCFA), le Projet de Cohésion Sociale des régions du Golfe de Guinée (COSO) (7,4 milliards de FCFA), les Travaux de construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguela Mankono (7,2 milliards de FCFA), le projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (Projet BRT) (6,1 milliards de FCFA), le Projet d'Accélération Digitale en Côte d'Ivoire (PADCI) (5,7 milliards de FCFA).

Les dons-projets, le niveau d'exécution s'est établi à 19,1 milliards de FCFA pour un objectif de 30 milliards de FCFA à fin juin. Ce niveau d'exécution s'explique principalement par le retard dans le démarrage d'importants projets notamment le Projet de Renforcement de la Lutte contre le VIH/Sida (PNPEC) (43 milliards de FCFA annuellement prévus), le renforcement de la lutte contre le paludisme (PNLP) (43,4 milliards de FCFA annuellement prévus), le projet de construction et d'équipement de trois Lycées d'Excellence Mixte avec Internats (Bouaké - Daloa – Divo) (15 milliards de FCFA annuellement prévus), le Programme de renforcement du Système Educatif Primaire / PRSEP-PforR (13,2 milliards de FCFA annuellement prévus), le renforcement de la Lutte contre la Tuberculose (12 milliards de FCFA annuellement prévus) et le Programme d'Appui à la Transformation de l'Education de Base (PATEB) (11 milliards de FCFA annuellement prévus).

- Concernant les dépenses de sécurité (CNS), elles sont ressorties à 129,1 milliards de FCFA pour une prévision de 121,0 milliards de FCFA.

II.2. Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des Institutions et Ministères fait ressortir une exécution globalement faible et contrastée à fin juin 2026. Sur les trente-huit (38) Institutions et Ministères considérés, vingt-neuf (29) affichent un taux d'exécution inférieur à 50 %, tandis que neuf (09) enregistrent un taux supérieur à 50 %.

Au niveau global, le taux d'exécution des crédits d'investissement s'établit à 21,4 % par rapport au budget actuel. Hors dépenses communes et comptes spéciaux, ce taux s'élève à 25,4 %.

Tableau 16: Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et élections) par Ministères et Institutions à fin juin 2026

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2026	Exécution fin juin 2026	Taux d'exécution fin juin 2026
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	1 122 253 605	0	0,0%
358 Ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de Vie	99 494 916 057	1 232 229 011	1,2%
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	8 558 525 552	112 358 725	1,3%
454 Ministère Délégué auprès du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêche	69 195 695 880	924 514 684	1,3%
440 Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports et des Affaires Maritimes, chargé des	3 446 180 530	131 000 000	3,8%
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	14 118 279 554	982 527 905	7,0%
347 Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	67 490 378 967	5 087 860 962	7,5%
331 Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique	204 426 857 051	20 972 511 032	10,3%
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	27 601 043 687	3 006 249 371	10,9%
329 Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	137 019 025 661	19 155 108 472	14,0%
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	283 057 597 288	40 157 877 753	14,2%
345 Ministère des Eaux et Forêts	65 070 442 315	9 475 491 049	14,6%
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	313 760 886 122	57 938 159 534	18,5%
356 Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique	43 965 125 252	8 178 942 625	18,6%
376 Ministère du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	5 862 114 961	1 143 076 799	19,5%
330 Ministère des Infrastructures et de l'Entretien Routier	630 097 057 728	126 418 222 883	20,1%
434 Ministère délégué auprès du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de l'	34 366 917 545	8 346 490 635	24,3%
439 Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internat	325 849 000	80 671 500	24,8%
336 Ministère de la Communication	1 550 000 000	466 630 000	30,1%
340 Ministère des Transports et des Affaires Maritimes	82 942 988 000	26 454 330 800	31,9%
343 Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique	23 398 053 909	7 619 403 153	32,6%
126 Vice-Primature, Ministère de la Défense	58 000 000 000	20 106 010 400	34,7%
344 Ministère des Sports	21 807 279 862	7 564 069 929	34,7%
115 Cour des Comptes	1 934 700 000	677 145 000	35,0%
362 Ministère de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle	44 215 748 908	16 357 590 217	37,0%
103 Présidence de la République	57 250 522 500	22 290 788 077	38,9%
108 Primature et Services Rattachés	36 968 100 000	14 682 453 520	39,7%
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	304 158 991 377	127 959 178 708	42,1%
322 Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget	171 498 344 417	75 897 177 664	44,3%
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civi	61 374 070 952	30 797 706 595	50,2%
328 Ministère du Plan et du Développement	17 777 109 756	9 160 938 915	51,5%
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	263 076 692 853	138 552 825 428	52,7%
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	3 455 374 941	2 195 341 072	63,5%
221 Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	5 679 500 000	3 654 660 833	64,3%
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	3 223 234 556	2 173 234 556	67,4%
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	49 526 910 847	34 648 157 569	70,0%
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	42 497 517 317	31 020 235 397	73,0%
101 Représentation Nationale	5 000 400 000	4 675 400 000	93,5%
Total Général hors dépenses communes et comptes spéciaux	3 264 314 686 950	880 296 570 773	27,0%
Dépenses communes	964 796 506 486	0	0,0%
Comptes spéciaux	290 422 060 018	135 082 129 621	46,5%
Total Général	4 519 533 253 454	1 015 378 700 394	22,5%

Source : DPSB

II.3 Situation de la dette

➤ Encours de la dette publique à fin juin 2026

À fin juin 2026, l'encours provisoire de la dette publique s'établit à 36 087,6 milliards de FCFA, se répartissant entre 22 288,6 milliards de FCFA de dette extérieure et 13 798,9 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 57,9% du PIB. Ce niveau d'endettement reste en deçà du seuil communautaire fixé à 70% du PIB. Ce ratio était de 57,1% du PIB fin 2025 et devrait s'établir à 57,0% du PIB en 2026, confirmant une trajectoire orientée à la baisse.

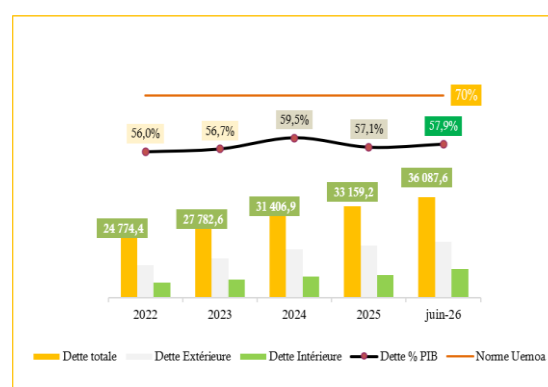
Cette dynamique traduit la volonté de l'État de poursuivre la transformation structurelle de l'économie ivoirienne, en finançant les projets prévus dans les différents plans de développement. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire mène une gestion proactive de sa dette afin d'anticiper les risques de refinancement et de consolider son statut de pays présentant un « risque de surendettement faible ».

Tableau 17: Encours de la dette publique

(Milliards F CFA)	Fin juin 2026	2026-Projeté
Dette totale	36 087,60	35 564,30
Dette % PIB	57,90%	57,00%
Dette Extérieure	22 288,60	22 851,50
En % PIB	35,80%	36,70%
Dette Intérieure	13 798,90	12 712,80
En % PIB	22,10%	20,40%
PIB Nominal	62 340,40	62 340,40
Norme Uemoa	70%	70%

Source : DGF

Graphique 16: Evolution du stock de la dette de l'Administration centrale (en milliards de FCFA) et du ratio Dette/PIB



Source : DGF

Tableau 18: Encours de la dette publique par échéance et par type de monnaie

	2022	2023	2024	2025	juin-26
Par maturité initial	24 774,40	27 782,60	31 406,90	33 159,20	36 087,60
Court terme (<= 1an)	1,00%	2,70%	4,20%	3,40%	0,90%
Intérieure	240,7	742,6	1325,5	1134,7	324,5
Bons du Trésor	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Extérieure	-	-	-	-	-
Moyen et Long terme (2ans et +)	99,00%	97,30%	95,80%	96,60%	99,10%
Intérieure	9 464,60	9 883,70	10 132,10	10 964,40	13 474,40
Prêts bancaires	1 652,30	1 522,60	1 153,00	983,4	983,4
Bons du Trésor	-	-	-	-	-
Obligations	7 750,30	8 317,80	8 947,60	9 958,60	12 474,10
Titres matérialisés	62	43,3	31,5	22,5	16,9
Extérieure	15 069,10	17 156,30	19 949,20	21 060,10	22 288,60
Prêts Commerciaux	2 793,80	3 377,80	3 509,80	2 611,50	2 695,80
Multilateral	4 452,10	5 655,00	6 908,40	8 122,20	8 751,20
Bilateral	2 526,90	2 938,60	3 124,20	2 993,60	2 892,50
Eurobond	5 296,20	5 184,90	6 406,90	7 332,80	7 949,20
Par type de monnaie	24 774,40	27 782,60	31 406,90	33 159,20	36 087,60
Monnaie locale	11 188,40	12 510,10	13 908,40	15 482,60	17 587,50
Monnaie étrangère	13 586,00	15 272,50	17 498,50	17 676,60	18 500,10

Source : DGF

➤ Service de la dette publique à fin juin 2026

Les charges de trésorerie, qui concernent le remboursement du capital de la dette publique, ont été réglées à hauteur de 2.920,3 milliards FCFA pour une prévision de 2.596,0 milliards de FCFA, soit un écart positif de 324,3 milliards FCFA. Cet écart s'explique par les opérations de gestion de passifs réalisées conformément à la stratégie de gestion de la dette.

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de 835,1 milliards de FCFA pour une prévision de 827,1 milliards de FCFA. Ces charges sont composées de 329,4 milliards FCFA au titre de la dette intérieure et 505,6 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Tableau 19:Service de la dette publique à fin juin 2026

	Prévu fin juin (1)	Réalisé Fin juin (2)	Ecart (2)-(1)
Service total	3423,1	3755,38	332,3
Principal	2 596,00	2 920,30	324,3
Charges financières	827,1	835,1	7,9
Service intérieur	2 288,90	2 591,40	302,5
Principal	1 944,80	2 262,00	317,2
Charges financières	344,1	329,4	-14,7
Service extérieur	1134,2	1164	29,7
Principal	651,2	658,4	7,2
Charges financières	483	505,6	22,6

Source : DGF

Tableau 20:Encours, Tirages / Emissions et Service de la dette de l'Administration centrale

	2022		2023		2024		2025		juin-26	
	Millions USD	Milliards F CFA	Millions USD	Milliards F CFA	Millions USD	Milliards F CFA	Millions USD	Milliards F CFA	Millions USD	Milliards F CFA
Dette Totale	39 992,20	24 774,40	46 179,20	27 782,60	50 171,80	31 406,90	58 434,90	33 159,20	63 732,00	36 087,60
Dette Extérieure	24 325,30	15 069,10	28 516,60	17 156,30	31 868,40	19 949,20	37 113,20	21 060,10	39 362,50	22 288,60
Dette Intérieure	15 666,90	9 705,30	17 662,60	10 626,30	18 303,40	11 457,70	21 321,70	12 099,10	24 369,40	13 798,90
Arriérés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de Tirages / Emissions	10 435,00	6 464,30	8 922,40	5 367,95	11 653,00	7 294,70	11 356,40	6 444,30	10 263,40	5 811,50
Dette Extérieure	5 378,80	3 332,00	4 836,50	2 909,80	6 852,70	4 289,70	4 912,80	2 787,80	3 266,60	1 849,70
Dette Intérieure	5 056,20	3 132,20	4 085,90	2 458,20	4 800,40	3 005,00	6 443,60	3 656,50	6 996,70	3 961,80
Total du Service de la Dette (a + b)	4 872,30	3 018,30	6 115,80	3 679,40	8 316,40	5 206,00	11 375,30	6 455,00	6 566,50	3 718,20
Total principal (a)	3 163,40	1 959,70	3 922,20	2 359,70	5 863,40	3 670,40	8 268,50	4 692,00	5 091,70	2 883,10
Total intérêt (b)	1 708,90	1 058,70	2 193,60	1 319,80	2 453,00	1 535,60	3 106,80	1 762,90	1 474,80	835,1
Service de la Dette Extérieure	1 793,60	1 111,10	2 586,00	1 555,80	3 768,60	2 359,10	4 786,70	2 716,20	1 990,00	1 126,80
Principal	925,9	573,6	1 367,00	822,4	2 391,10	1 496,80	2 955,20	1 676,90	1 097,00	621,2
Intérêts	867,8	537,6	1 219,00	733,4	1 377,50	862,3	1 831,50	1 039,30	893	505,6
Service de la Dette Intérieure	3 078,70	1 907,20	3 529,80	2 123,60	4 547,80	2 846,90	6 588,60	3 738,70	4 576,50	2 591,40
Principal	2 237,50	1 386,10	2 555,20	1 537,30	3 472,30	2 173,60	5 313,30	3 015,10	3 994,70	2 262,00
Intérêts	841,2	521,1	974,6	586,4	1 075,50	673,3	1 275,20	723,6	581,8	329,4

Source : DGF

Tableau 21:Evolution de l'encours et du service du C2D¹ et du PCD²

	2022		2023		2024		2025		juin-26	
	Millions d'EUR	Milliards de FCFA	Millions d'EUR	Milliards de FCFA	Millions d'EUR	Milliards de FCFA	Millions d'EUR	Milliards de FCFA	Millions d'EUR	Milliards de FCFA
C2D	835,7	548,2	531,5	348,5	226,8	148,8	226,8	148,8	170,1	111,6
PCD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours total C2D et PCD	835,7	548,2	531,5	348,5	226,8	148,8	226,8	148,8	170,1	111,6
C2D	304,5	199,7	304,4	199,7	304,5	199,7	0	0	56,7	37,2
PCD	11	7,2	-	-	-	-	-	-	-	-
Service total C2D et PCD	315,5	206,9	304,4	199,7	304,5	199,7	0	0	56,7	37,2

Source : DGF

➤ Principaux indicateurs de coûts et risques à fin juin 2026

Le ratio d'endettement se situe à 57,9% à fin juin 2026 en deçà du seuil communautaire fixé à 70% du PIB. La dette totale est essentiellement contractée à taux fixe et n'est pas profondément exposée au risque de change. Le risque de refinancement reste aussi faible en raison des opérations régulières de Liability Management (LM).

Tableau 22: Principaux ratios et indicateurs d'endettement

	2022	2023	2024	2025	juin-26
Ratios de la dette					
Dette de l'Administration Centrale en % du PIB	56,00%	56,70%	59,50%	57,10%	57,90%
Intérêts de la dette en % des Recettes budgétaires	15,00%	16,60%	16,70%	16,50%	7,20%
Intérêts de la dette en % du PIB	2,20%	2,60%	2,70%	2,80%	1,20%
Indicateurs de Risque					
Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette	4,20%	4,60%	5,00%	5,10%	5,00%
<i>Dette Extérieure</i>	3,60%	4,40%	4,70%	4,80%	4,80%
<i>Dette Intérieure</i>	5,10%	5,30%	5,50%	5,40%	5,30%
Durée moyenne de vie jusqu'à échéance (année)	6,9	7,1	7	7,2	7,3
<i>Dette Extérieure</i>	8,1	8,8	8,5	8,7	8,8
<i>Dette Intérieure</i>	5	4,3	4	4,1	4,2
Dette en devises (en % total)	59,90%	61,70%	55,70%	53,30%	51,30%
Dette à taux fixe (% total)	89,20%	89,80%	89,30%	89,40%	89,80%

Source : DGF

II.4. Analyse des dépenses par ministères

A fin juin 2026, l'exécution globale des crédits s'établit à 7 351,1 milliards FCFA, sur un budget actuel de 17 388,1 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 42,3 %. Cette sous-exécution globale s'explique principalement par les faibles niveaux de consommation observés dans plusieurs départements disposant d'importantes dotations, notamment les Infrastructures (28,5 %), l'Hydraulique, l'Assainissement et la Salubrité (10,5 %), l'Agriculture (16,2 %), ainsi que les Mines, le Pétrole et l'Énergie (23 %). A l'inverse, certains ministères et institutions affichent des taux élevés, comme la Présidence de la République (98,7 %), la Commission Électorale Indépendante (91,8 %) et le ministère de l'Enseignement Supérieur (63,8 %), contribuant à atténuer l'écart global.

Tableau 23: Exécution des dépenses par ministères

Ministères	Budget Actuel	Execution	Taux d'exécution(%)
101 Représentation Nationale	38 578 972 451	28 804 478 294	74,7
102 Sénat	14 665 806 742	7 789 229 222	53,1
103 Présidence de la République	193 633 705 615	191 054 344 308	98,7
105 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	8 069 692 846	4 139 300 700	51,3
106 Conseil Constitutionnel	3 860 437 235	1 758 692 373	45,6
107 Grande Chancellerie	3 743 870 172	1 679 326 460	44,9
108 Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement)	71 946 766 299	36 284 610 791	50,4
109 Médiateur de la République	8 285 468 221	4 099 935 592	49,5
110 Commission Electorale Indépendante	36 309 969 943	33 329 319 061	91,8
111 Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	5 794 171 874	2 572 141 875	44,4
114 Cour de Cassation	7 931 309 608	4 160 349 049	52,5
115 Cour des Comptes	8 851 161 351	3 112 524 884	35,2
116 Parquet Général	2 072 586 223	777 911 215	37,5
117 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 774 461 029	795 223 534	44,8
118 Conseil d'Etat	5 164 531 081	2 743 075 713	53,1
120 Conseil Supérieur de la Magistrature	2 746 090 010	1 161 045 172	42,3
126 Vice-Primature, Ministère de la Défense	489 384 306 836	246 149 007 920	50,3
221 Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	147 050 395 147	79 206 494 529	53,9
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	45 121 940 916	21 583 578 460	47,8
322 Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget	8 678 351 900 164	4 029 981 481 977	46,4
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	945 963 329 452	380 786 627 596	40,3
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	129 152 657 791	53 879 454 868	41,7
328 Ministère du Plan et du Développement	45 452 752 472	14 920 576 623	32,8
329 Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	269 344 847 048	43 615 362 705	16,2
330 Ministère des Infrastructures et de l'Entretien Routier	933 774 816 943	266 454 459 565	28,5
331 Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique	1 565 825 866 602	751 378 262 822	48,0
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	339 159 280 144	216 285 885 650	63,8
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	815 927 152 048	303 341 092 936	37,2
336 Ministère de la Communication	39 881 726 177	6 945 344 537	17,4
340 Ministère des Transports et des Affaires Maritimes	108 437 703 082	34 143 729 852	31,5
343 Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique	38 046 330 970	15 788 515 321	41,5
344 Ministère des Sports	70 477 777 385	38 167 696 333	54,2
345 Ministère des Eaux et Forêts	106 773 345 616	32 331 620 322	30,3
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	37 598 620 420	15 230 175 097	40,5
347 Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	97 569 371 722	17 188 078 490	17,6
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	706 060 209 015	162 556 434 567	23,0
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	19 207 286 052	5 541 418 109	28,9
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	26 845 912 028	6 701 479 341	25,0
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	31 263 058 865	12 125 491 110	38,8
356 Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique	104 667 377 894	29 347 206 242	28,0
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	81 484 195 624	37 528 804 401	46,1
358 Ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de Vie	151 624 891 672	17 107 118 400	11,3
362 Ministère de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle	141 003 552 485	39 649 765 793	28,1
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	505 142 804 048	53 183 338 844	10,5
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	57 361 750 199	39 163 607 015	68,3
376 Ministère du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	23 234 021 337	6 232 019 931	26,8
434 Ministère délégué auprès du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique, chargé de l'Enseignement Technique	133 188 509 123	41 843 967 024	31,4
439 Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	5 122 516 889	1 238 776 466	24,2
440 Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports et des Affaires Maritimes, chargé des Affaires Maritimes	13 746 365 872	5 704 588 731	41,5
454 Ministère Délégué auprès du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, chargé des Productions Vivrières	71 453 022 478	1 534 094 269	2,1
Total Général	17 388 128 595 216	7 351 097 064 088	42,3

Source DGBF

II.5. Analyse des dépenses climatiques

Dans le cadre de la première édition de la Déclaration Budgétaire Sensible au Climat, les dépenses climatiques programmées au titre des investissements des cinq (5) ministères pilotes s'élevaient à 406,0 milliards de FCFA. Elles représentaient 46,8% des dépenses d'investissement de ces ministères. La présente section vise à apprécier, à mi-parcours de l'exercice 2026, le niveau d'exécution de ces crédits.

Le tableau 25 ci-après présente une synthèse de l'état d'exécution, à mi-parcours de l'exercice 2026, des dépenses d'investissement à caractère climatique des cinq (5) ministères pilotes.

Tableau 24: Synthèse à mi-parcours de l'exécution de la DBSC 2026

(en milliards de FCFA)

MINISTERES/PROGRAMMES	BUDGET GLOBAL		BUDGET CLIMAT	
	Budget voté	Exécution	Budget voté	Exécution
329 Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	10,5	2,1	7,6	1,3
22048 Productions et Sécurité alimentaire	6,1	0,5	6,1	0,5
22049 Développement rural	4,4	1,7	1,5	0,8
343 Ministère de l'Environnement et de la Transition	20,8	7,1	20,8	7,1
21079 Administration Générale	0,3	0,1	0,3	0,1
22080 Environnement et développement durable	20,5	7	20,5	7
345 Ministère des Eaux et Forêts	53,9	6,2	53,9	6,2
22089 Gestion durable des ressources forestières	49,1	5,6	49,1	5,6
22090 Gestion durable des ressources fauniques	0,1	0	0,1	0
22091 Gestion intégrée des ressources en eau	4,8	0,6	4,8	0,6
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	99,3	11,7	55,3	5,5
22037 Energie	99,3	11,7	55,3	5,5
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Énergie	223	15,7	223	15,7
21147 Administration Générale	2,3	0,1	2,3	0,1
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	102,1	5,3	102,1	5,3
22148 Assainissement et drainage	118,6	10,3	118,6	10,3
454 Ministère Délégué auprès du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	46,9	0,6	45,4	0,6
21240 Administration Générale	36,1	0,2	36,1	0,2
22214 Promotion de la riziculture	10,8	0,4	9,3	0,4

Source DGBF

A fin juin 2026, l'exécution globale des dépenses climatiques des cinq ministères pilotes s'établissait à 36,3 milliards de FCFA.

➤ Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions Vivrières

Les dépenses climatiques programmées au titre du budget 2026 du ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, y compris celles du Ministère délégué chargé des Productions Vivrières s'élève à 53,0 milliards de FCFA, correspondant à 26,5% de ses dépenses d'investissement et à 13,0% de l'ensemble des dépenses climatiques programmées. Ces crédits, destinés à la mise en œuvre de neuf (9) projets, portent principalement sur le renforcement de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la résilience des systèmes de production, le développement des aménagements hydro-agricoles ainsi que la mise en place de mécanismes de gestion des risques climatiques.

A fin juin 2026, les dépenses exécutées au titre des interventions du ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, y compris celles relevant du Ministère délégué en charge des Productions Vivrières, s'élevaient à 1,9 milliard de FCFA.

➤ **Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie**

Les dépenses climatiques programmées au titre du budget 2026 du ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie s'élèvent à 55,4 milliards de FCFA, pour la mise en œuvre de quatre (4) projets. Elles représentent 18,2% des dépenses d'investissement dudit ministère et 13,6% de l'ensemble des dépenses climatiques programmées. Ces crédits sont principalement orientés vers le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de l'accès à l'électricité ainsi que la modernisation et le renforcement des infrastructures énergétiques.

A mi-parcours de l'exercice 2026, les dépenses exécutées par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie s'élevaient à 5,5 milliards de FCFA.

➤ **Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité**

Les dépenses climatiques programmées au titre du budget 2026 du ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité s'élèvent à 223,0 milliards de FCFA, pour la mise en œuvre de trente-sept (37) projets. Elles représentent 79,4% des dépenses d'investissement du ministère et 54,9% de l'ensemble des dépenses climatiques programmées par les cinq ministères pilotes. Ces crédits sont principalement consacrés au financement des infrastructures d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement, de drainage et de lutte contre les inondations.

A fin juin 2026, les dépenses exécutées par le ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité atteignaient 15,7 milliards de FCFA.

➤ **Ministère des Eaux et Forêts**

Les dépenses climatiques programmées au titre du budget 2026 du ministère des Eaux et Forêts s'élèvent à 53,8 milliards de FCFA, pour la mise en œuvre de sept (7) projets. Elles représentent 87,5% des dépenses d'investissement dudit ministère et 13,3% de l'ensemble des dépenses climatiques programmées. Ces crédits sont principalement consacrés à la restauration et à la préservation des forêts, à la gestion durable de la faune ainsi qu'à la protection des ressources en eau.

A fin juin 2026, les dépenses exécutées par le ministère des Eaux et Forêts atteignaient 6,2 milliards de FCFA.

➤ **Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique**

Les dépenses climatiques programmées au titre du budget 2026 du ministère de l'Environnement et de la Transition Écologique s'élèvent à 20,8 milliards de FCFA, pour la mise en œuvre de dix-sept (17) projets. Elles représentent 94,5% des dépenses d'investissement dudit ministère et 5,1% de l'ensemble des dépenses climatiques programmées par les cinq ministères pilotes.

A fin juin 2026, les dépenses exécutées par le ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique se chiffraient à 7,1 milliards de FCFA.

II.6. Analyse des dépenses par fonction

À fin juin 2026 l'analyse des dépenses par fonction montre que les meilleures performances sont observées dans les fonctions **Défense (50,3 %)**, Enseignement (50,3 %) et Services généraux des administrations publiques (47,4%). A l'inverse, les fonctions Ordre et sécurité publics (13,9 %), Affaires économiques (18,9 %) et Protection de l'environnement (19,4 %) demeurent les moins avancées.

La fonction « **Services généraux des administrations publiques** » affiche un taux d'exécution de 48,4 %, avec 4 757,3 milliards FCFA exécutés sur un budget de 10 036,4 milliards FCFA. Cette performance est

principalement portée par le ministère de l'Économie, des Finances et du Budget qui représente à lui seul 3 930,2 milliards FCFA d'exécution, soit plus de 82 % des dépenses de la fonction. Elle bénéficie également des bonnes performances de la Présidence de la République (98,7 %), de la Commission Électorale Indépendante (91,8 %), de la Représentation nationale (74,7 %) et du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (55,9 %). En revanche, les faibles taux enregistrés au niveau du Ministère chargé de l'Intégration africaine (24,2 %), du Ministère du Portefeuille de l'État (26,8 %) et du Ministère du Plan et du Développement (32,8 %) limitent la performance globale.

La fonction « **Défense** » enregistre un taux d'exécution de 50,3 %, correspondant à 246,1 milliards FCFA exécutés sur une dotation de 489,4 milliards FCFA. Cette performance est entièrement portée par la Vice-primature, ministère de la Défense.

La fonction « **Ordre et sécurité publics** » avec 13,9 % d'exécution, soit 55,0 milliards FCFA sur 396,5 milliards FCFA, affiche l'un des plus faibles niveaux de réalisation. Le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme affiche un niveau relativement satisfaisant de 41,7 %, constituant pratiquement l'unique moteur de la fonction.

La fonction « **Affaires économiques** » présente un taux d'exécution de 18,9 %, avec 258,4 milliards FCFA exécutés sur 1 368,9 milliards FCFA. Le principal contributeur est le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, qui réalise 142,6 milliards FCFA. Le ministère des Transports et Affaires Maritimes (31,5 %) ainsi que le ministère délégué auprès du ministre du transport et des affaires maritimes (41,5 %) soutiennent également la performance. En revanche, les faibles réalisations du ministère de l'agriculture (16,2 %), des Ressources animales et halieutiques (25,0 %), du Commerce et de l'Industrie (17,6 %), des Productions vivrières (2,1 %) pèsent fortement sur le résultat global.

Le niveau d'exécution de la fonction « **Protection de l'environnement** » s'établit à 19,4 %, soit 101,3 milliards FCFA sur un budget de 521,0 milliards FCFA. La performance est essentiellement soutenue par le ministère des Eaux et Forêts (30,3 %) et le ministère de l'Environnement et de la Transition écologique (41,5 %). Toutefois, le faible niveau d'exécution du ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité (14,1 %), qui concentre près de 72 % des crédits de la fonction, constitue le principal facteur de sous-performance.

La fonction « **Logements et équipements collectifs** » enregistre un taux d'exécution de 24,4 %, avec 312,9 milliards FCFA exécutés sur 1 283,4 milliards FCFA. L'essentiel de la performance provient du ministère des Infrastructures et de l'Entretien routier, qui totalise 266,5 milliards FCFA d'exécution et représente plus de 85 % des dépenses de la fonction. La Transition numérique (42,5 %) contribue également positivement. En revanche, les faibles réalisations du ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de vie (11,3 %) limitent le niveau global d'exécution.

La fonction « **Santé** » affiche un taux d'exécution de 37,2 %, avec 303,3 milliards FCFA exécutés sur 815,9 milliards FCFA. L'intégralité de cette exécution est portée par le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle.

La fonction « Loisirs, Culture et Culte » avec un taux d'exécution de 46,2 %, soit 96,5 milliards FCFA exécutés sur 208,8 milliards FCFA, cette fonction présente une performance relativement satisfaisante. Les principaux moteurs sont le ministère des Sports (54,2 %) et le ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique (46,1 %), qui totalisent ensemble près de 78 % des dépenses exécutées de la fonction. La Culture et la Francophonie (40,5 %) contribuent également, tandis que le Tourisme et les Loisirs (28,9 %) demeurent en retrait.

La fonction « **Enseignement** » figure parmi les plus performantes avec un taux d'exécution de 50,3 %, correspondant à 1 049,2 milliards FCFA exécutés sur un budget de 2 087,7 milliards FCFA. Ce résultat est

principalement soutenu par le ministère de l'Éducation nationale, qui concentre 751,4 milliards FCFA de dépenses exécutées, ainsi que par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (63,8 %). Le ministère de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation Professionnelle (80,0 %) constitue la meilleure performance de la fonction, alors que l'Enseignement technique (31,4 %) demeure relativement en retrait.

La fonction **Protection sociale** affiche un taux d'exécution de 28,5 %, avec 51,3 milliards FCFA exécutés sur 180,1 milliards FCFA. La performance repose essentiellement sur le ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, dont le taux d'exécution atteint 68,3 % et qui représente plus de 76 % des dépenses exécutées de la fonction. À l'inverse, le ministère de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle n'a enregistré aucune exécution sur cette fonction, tandis que le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant affiche une réalisation modérée de 38,8 %.

Tableau 26: Répartition de l'exécution des dépenses à fin juin 2026 par fonction

Fonctions /Ministères	Budget Initial	Budget Actuel	Exécution	Taux d'exécution
01 Services généraux des administrations publiques	10 055 511 202 546	10 036 371 931 088	4 857 050 018 653	48,4
101 Représentation Nationale	38 578 972 451	38 578 972 451	28 804 478 294	74,7
102 Sénat	14 665 806 742	14 665 806 742	7 789 229 222	53,1
103 Présidence de la République	193 633 705 615	193 633 705 615	191 054 344 308	98,7
105 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	8 069 692 846	8 069 692 846	4 139 300 700	51,3
106 Conseil Constitutionnel	3 860 437 235	3 860 437 235	1 758 692 373	45,6
107 Grande Chancellerie	3 743 870 172	3 743 870 172	1 679 326 460	44,9
108 Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement)	71 326 766 299	71 946 766 299	36 284 610 791	50,4
109 Médiateur de la République	8 285 468 221	8 285 468 221	4 099 935 592	49,5
110 Commission Electorale Indépendante	36 309 969 943	36 309 969 943	33 329 319 061	91,8
111 Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	5 794 171 874	5 794 171 874	2 572 141 875	44,4
114 Cour de Cassation	7 931 309 608	7 931 309 608	4 160 349 049	52,5
115 Cour des Comptes	8 851 161 351	8 851 161 351	3 112 524 884	35,2
116 Parquet Général	1 781 334 223	2 072 586 223	777 911 215	37,5
117 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 774 461 029	1 774 461 029	795 223 534	44,8
118 Conseil d'Etat	5 164 531 081	5 164 531 081	2 743 075 713	53,1
221 Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	146 728 395 147	147 050 395 147	79 206 494 529	53,9
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	45 121 940 916	45 121 940 916	21 583 578 460	47,8
322 Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget	8 702 305 887 484	8 678 351 900 164	4 029 981 481 977	46,4
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	681 355 493 473	681 355 493 473	380 786 627 596	55,9
328 Ministère du Plan et du Développement	41 871 288 610	45 452 752 472	14 920 576 623	32,8
376 Ministère du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	23 234 021 337	23 234 021 337	6 232 019 931	26,8
439 Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, chargé de l'Intégration	5 122 516 889	5 122 516 889	1 238 776 466	24,2
02 Défense	481 035 827 995	489 378 306 836	246 149 007 920	50,3
126 Vice-Primature, Ministère de la Défense	481 035 827 995	489 378 306 836	246 149 007 920	50,3
03 Ordre et sécurité publics	396 505 233 780	396 506 583 780	55 040 500 040	13,9
120 Conseil Supérieur de la Magistrature	2 746 090 010	2 746 090 010	1 161 045 172	42,3
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	264 607 835 979	264 607 835 979	0	0,0
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	129 151 307 791	129 152 657 791	53 879 454 868	41,7
04 Affaires économiques	1 321 752 284 283	1 368 919 157 422	278 389 112 492	20,3
329 Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	269 348 847 048	269 344 847 048	43 615 362 705	16,2
336 Ministère de la Communication	39 806 735 298	39 881 726 177	6 945 344 537	17,4
340 Ministère des Transports et des Affaires Maritimes	108 437 703 082	108 437 703 082	34 143 729 852	31,5
347 Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	96 866 871 722	97 569 371 722	17 188 078 490	17,6
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	706 060 209 015	706 060 209 015	162 556 434 567	23,0
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	26 700 912 028	26 845 912 028	6 701 479 341	25,0
356 Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique	35 580 000 000	35 580 000 000	0	0,0
440 Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports et des Affaires Maritimes, chargé des Affaires Maritimes	13 746 365 872	13 746 365 872	5 704 588 731	41,5
454 Ministère Délégué auprès du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, chargé	25 204 640 218	71 453 022 478	1 534 094 269	2,1
05 Protection de l'environnement	516 067 736 644	521 009 763 334	101 303 474 487	19,4
343 Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique	36 680 067 253	38 046 330 970	15 788 515 321	41,5
345 Ministère des Eaux et Forêts	103 197 582 643	106 773 345 616	32 331 620 322	30,3
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	376 190 086 748	376 190 086 748	53 183 338 844	14,1
06 Logements et équipements collectifs	1 257 400 203 212	1 283 439 803 809	312 908 784 207	24,4
330 Ministère des Infrastructures et de l'Entretien Routier	933 774 816 943	933 774 816 943	266 454 459 565	28,5
356 Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique	47 695 503 595	69 087 377 894	29 347 206 242	42,5
358 Ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de Vie	149 226 818 459	151 624 891 672	17 107 118 400	11,3
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	126 703 064 215	128 952 717 300	0	0,0
07 Santé	808 998 158 914	815 933 152 048	303 341 092 936	37,2
126 Vice-Primature, Ministère de la Défense	6 000 000	6 000 000	0	0,0
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	808 992 158 914	815 927 152 048	303 341 092 936	37,2
08 Loisirs Culture et culte	208 717 879 481	208 767 879 481	96 468 093 940	46,2
344 Ministère des Sports	70 427 777 385	70 477 777 385	38 167 696 333	54,2
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	37 598 620 420	37 598 620 420	15 230 175 097	40,5
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	19 207 286 052	19 207 286 052	5 541 418 109	28,9
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	81 484 195 624	81 484 195 624	37 528 804 401	46,1
09 Enseignement	2 084 802 630 160	2 087 715 794 310	1 049 157 881 289	50,3
331 Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique	1 563 721 366 602	1 565 825 866 602	751 378 262 822	48,0
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	338 779 408 246	339 159 280 144	216 285 885 650	63,8
362 Ministère de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle	49 336 006 189	49 539 798 441	39 649 765 793	80,0
434 Ministère délégué auprès du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique,	132 965 849 123	133 190 849 123	41 843 967 024	31,4
10 Protection sociale	180 036 223 108	180 086 223 108	51 289 098 125	28,5
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	31 263 058 865	31 263 058 865	12 125 491 110	38,8
362 Ministère de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle	91 411 414 044	91 461 414 044	0	0,0
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	57 361 750 199	57 361 750 199	39 163 607 015	68,3
Total Général	17 350 151 982 383	17 388 128 595 216	7 351 097 064 088	42,3

Source : DPSB

II.7. Analyse des dépenses par mission

La mission « **Pouvoirs publics, Souveraineté et Gouvernance** » (71,6%) affiche la meilleure performance, portée par la Présidence de la République (98,7 %), la Commission Électorale Indépendante (91,8 %), la Représentation Nationale (74,7 %) et le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale (53,9 %). Les résultats les plus faibles sont observés au niveau du Ministère délégué chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur (24,2 %), de la Cour des Comptes (35,2 %) et du Parquet Général (37,5 %).

La mission « **Défense, Sécurité et Justice** » (45,5%) est principalement soutenue par la Vice-Primature, Ministère de la Défense (50,3 %). Le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (41,7 %) affiche une

performance proche de la moyenne de la mission, tandis que le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité s'établit à (40,3 %).

La mission « **Administration Générale et Développement Économique** » (46,3%) demeure largement dominée par le ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (45,3 %). Le ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration (47,8 %) présente une performance satisfaisante, tandis que le Ministère du Plan et du Développement (32,8 %) et le Ministère du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques (26,8 %) restent en retrait.

La mission « **Enseignement, Formation et Recherche** » (49,5%) est tirée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (63,8 %) et le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique (48,0 %). Le Ministère délégué chargé de l'Enseignement Technique (31,4 %) affiche une exécution plus faible.

La mission « **Santé et Action Sociale** » (37,7%) enregistre sa meilleure performance au niveau du ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté (68,3 %). Le ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle (37,2 %) demeure le principal contributeur, tandis que le ministère de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle s'établit à (28,1 %).

La mission « **Culture, Jeunesse, Sport et Loisir** » (41,6%) est essentiellement portée par le Ministère des Sports (54,2 %) et le ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique (46,1 %). Le ministère de la Culture et de la Francophonie (40,5 %) contribue également à la performance globale, contrairement au Ministère du Tourisme et des Loisirs (28,9 %) et au ministère de la Communication (17,4 %) qui affichent les performances les plus faibles.

La mission « **Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs** » (25,5%) est principalement soutenue par le Ministère des Infrastructures et de l'Entretien Routier (28,5 %). Les performances du ministère des Transports et des Affaires Maritimes (31,5 %), du Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique (28,0 %) et du ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie (23 %) demeurent modérées, tandis que le ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de Vie (11,3 %) présente le niveau d'exécution le plus faible.

La mission « **Production, Développement Industriel et Commercial** » (14,8%) demeure la moins performante. Le ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières (16,2 %) concentre l'essentiel des dépenses. Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (17,6 %) et le ministère des Ressources Animales et Halieutiques (25,0 %) enregistrent également de faibles résultats, tandis que le Ministère délégué chargé des Productions Vivrières (2,1 %) affiche le niveau d'exécution le plus faible.

La mission « **Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature** » (15,6%) est pénalisée par la faible exécution du Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité (10,5 %), qui concentre l'essentiel des crédits de la mission. Le ministère de l'Environnement et de la Transition Écologique (41,5 %) et le ministère des Eaux et Forêts (30,3 %) enregistrent des performances relativement meilleures.

Tableau 27 : Répartition de l'exécution des dépenses à fin juin 2026 par missions

Missions /Ministères	Budget Initial	Budget Actuel	Execution	Taux d'exécution
1- Pouvoirs publics, Souveraineté et Gouvernance	564 368 660 736	565 601 912 736	404 706 779 238	71,6
101 Représentation Nationale	38 578 972 451	38 578 972 451	28 804 478 294	74,7
102 Sénat	14 665 806 742	14 665 806 742	7 789 229 222	53,1
103 Présidence de la République	193 633 705 615	193 633 705 615	191 054 344 308	98,7
105 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	8 069 692 846	8 069 692 846	4 139 300 700	51,3
106 Conseil Constitutionnel	3 860 437 235	3 860 437 235	1 758 692 373	45,6
107 Grande Chancellerie	3 743 870 172	3 743 870 172	1 679 326 460	44,9
108 Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement)	71 326 766 299	71 946 766 299	36 284 610 791	50,4
109 Médiateur de la République	8 285 468 221	8 285 468 221	4 099 935 592	49,5
110 Commission Electorale Indépendante	36 309 969 943	36 309 969 943	33 329 319 061	91,8
111 Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	5 794 171 874	5 794 171 874	2 572 141 875	44,4
114 Cour de Cassation	7 931 309 608	7 931 309 608	4 160 349 049	52,5
115 Cour des Comptes	8 851 161 351	8 851 161 351	3 112 524 884	35,2
116 Parquet Général	1 781 334 223	2 072 586 223	777 911 215	37,5
117 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 774 461 029	1 774 461 029	795 223 534	44,8
118 Conseil d'Etat	5 164 531 081	5 164 531 081	2 743 075 713	53,1
120 Conseil Supérieur de la Magistrature	2 746 090 010	2 746 090 010	1 161 045 172	42,3
221 Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Inter	146 728 395 147	147 050 395 147	79 206 494 529	53,9
439 Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coop	5 122 516 889	5 122 516 889	1 238 776 466	24,2
2- Défense, Sécurité et Justice	1 556 156 465 238	1 564 500 294 079	680 815 090 384	43,5
126 Vice-Primature, Ministère de la Défense	481 041 827 995	489 384 306 836	246 149 007 920	50,3
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	945 963 329 452	945 963 329 452	380 786 627 596	40,3
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	129 151 307 791	129 152 657 791	53 879 454 868	41,7
3 - Administration Générale et Développement Economique	8 812 533 138 347	8 792 160 614 889	4 072 717 656 991	46,3
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de	45 121 940 916	45 121 940 916	21 583 578 460	47,8
322 Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget	8 702 305 887 484	8 678 351 900 164	4 029 981 481 977	46,4
328 Ministère du Plan et du Développement	41 871 288 610	45 452 752 472	14 920 576 623	32,8
376 Ministère du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	23 234 021 337	23 234 021 337	6 232 019 931	26,8
4 - Enseignement Formation et Recherche	2 035 466 623 971	2 038 175 995 869	1 009 508 115 496	49,5
331 Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement	1 563 721 366 602	1 565 825 866 602	751 378 262 822	48,0
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	338 779 408 246	339 159 280 144	216 285 885 650	63,8
434 Ministère délégué auprès du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphab	132 965 849 123	133 190 849 123	41 843 967 024	31,4
5 - Santé et Action Sociale	1 038 364 388 211	1 045 553 173 597	394 279 956 854	37,7
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Un	808 992 158 914	815 927 152 048	303 341 092 936	37,2
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	31 263 058 865	31 263 058 865	12 125 491 110	38,8
362 Ministère de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Profession	140 747 420 233	141 001 212 485	39 649 765 793	28,1
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la P	57 361 750 199	57 361 750 199	39 163 607 015	68,3
6 - Culture, Jeunesse, Sport et Loisirs	248 524 614 779	248 649 605 658	103 413 438 477	41,6
336 Ministère de la Communication	39 806 735 298	39 881 726 177	6 945 344 537	17,4
344 Ministère des Sports	70 427 777 385	70 477 777 385	38 167 696 333	54,2
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	37 598 620 420	37 598 620 420	15 230 175 097	40,5
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	19 207 286 052	19 207 286 052	5 541 418 109	28,9
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et e	81 484 195 624	81 484 195 624	37 528 804 401	46,1
7 - Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	1 994 521 416 966	2 018 311 364 478	515 313 537 357	25,5
330 Ministère des Infrastructures et de l'Entretien Routier	933 774 816 943	933 774 816 943	266 454 459 565	28,5
340 Ministère des Transports et des Affaires Maritimes	108 437 703 082	108 437 703 082	34 143 729 852	31,5
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	706 060 209 015	706 060 209 015	162 556 434 567	23,0
356 Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique	83 275 503 595	104 667 377 894	29 347 206 242	28,0
358 Ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de Vie	149 226 818 459	151 624 891 672	17 107 118 400	11,3
440 Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports et des Affaires Maritim	13 746 365 872	13 746 365 872	5 704 588 731	41,5
8 - Production, Développement industriel et Commercial	457 445 873 276	465 213 153 276	69 039 014 805	14,8
329 Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivri	269 348 847 048	269 344 847 048	43 615 362 705	16,2
347 Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	96 866 871 722	97 569 371 722	17 188 078 490	17,6
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	26 700 912 028	26 845 912 028	6 701 479 341	25,0
454 Ministère Délégué auprès du Ministère de l'Agriculture, du Développement	64 529 242 478	71 453 022 478	1 534 094 269	2,1
9 - Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	642 770 800 859	649 962 480 634	101 303 474 487	15,6
343 Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique	36 680 067 253	38 046 330 970	15 788 515 321	41,5
345 Ministère des Eaux et Forêts	103 197 582 643	106 773 345 616	32 331 620 322	30,3
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	502 893 150 963	505 142 804 048	53 183 338 844	10,5
	17 350 151 982 383	17 388 128 595 216	7 351 097 064 088	42,3

Source : DPSB

II.8. Analyse des dépenses par programme

L'analyse du secteur de la souveraineté, de la sécurité et de la défense met en évidence des résultats contrastés. Au sein de la Vice-Primature et du ministère de la Défense, le programme **Défense** atteint un taux d'exécution de **49,03 %**, tandis que le programme **Sécurité** s'élève à **51,75 %**. Du côté du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, les performances sont légèrement supérieures. Le programme **Sécurité intérieure** affiche un taux d'exécution de **52,99 %**, et le programme **Décentralisation** réalise **50,75 %**. En revanche, le programme de dotation **23218 Appui aux collectivités territoriales** reste totalement en retrait, avec un taux d'exécution nul (**0 %**).

Dans le secteur économique et de la planification, les résultats budgétaires révèlent des écarts notables entre programmes. Au **ministère de l'Économie et des Finances**, le programme **Dettes intérieures** enregistre un taux d'exécution de **59,63 %**. En parallèle, le programme **Dettes extérieures** affiche une consommation plus modérée, à **48,59 %**.

Du côté du **Ministère du Plan et du Développement**, les performances sont plus contrastées. Le programme **Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation (69,4%)** se distingue par une nette surperformance. Le programme **Aménagement du territoire, développement régional et local** reste plus limité, avec un taux d'exécution de **25,98 %**, traduisant des retards dans la concrétisation des projets. Enfin, le programme **Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques** atteint un niveau élevé d'exécution, à **51,19 %**, confirmant une bonne absorption des crédits.

Dans le secteur social, les résultats budgétaires révèlent des trajectoires différenciées entre l'éducation, la santé et la cohésion nationale. Au **ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique**, la gestion apparaît maîtrisée. Le programme **Enseignement préscolaire et primaire** affiche un taux d'exécution de **47,56 %**, traduisant une consommation régulière des crédits. Le programme **Enseignement secondaire général** se situe à un niveau encore plus élevé, avec **54,33 %**, ce qui témoigne d'une dynamique soutenue et d'une bonne absorption des ressources.

En revanche, au **ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle**, la performance est plus modérée. Le programme **Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité** enregistre une exécution intermédiaire de **33,01 %**, reflétant les contraintes liées aux investissements lourds et aux procédures de passation de marchés.

Le secteur du développement des infrastructures et de la production se caractérise par des rythmes d'exécution plus lents. Au **ministère des Infrastructures et de l'Entretien routier**, le programme opérationnel **Infrastructures routières et ouvrages d'art** n'atteint que **14,66 %**, traduisant une faible consommation des crédits.

Au **ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie**, le programme **Énergie** affiche un taux d'exécution de **33,64 %**, ce qui reste modéré.

Section 3. Suivi des dépenses sociales et propaues

III.1. Analyse des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales

Les dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales se sont établies à 1.773,7 milliards de FCFA à fin juin 2026, au-dessus de l'objectif plancher de 1.763,1 milliards de FCFA.

À fin juin 2026, les dépenses pro-paues atteignent **1 773,7 milliards FCFA** pour un objectif semestriel de **1 763,1 milliards FCFA**, soit un taux global d'exécution de **100,6 %**. Les meilleures performances sont enregistrées dans les secteurs Autres domaines de lutte contre la pauvreté (194,6 %), Reconstructions et réhabilitations (186,2 %), Agriculture et développement rural (124,0 %), Affaires Sociales (109,7 %) et Décentralisation (105,7 %). Les secteurs Education (99,4 %), Santé (98,5 %), Ressources Halieutiques et Production Animale (101,4 %) et Routes et ouvrages d'art (93,0 %) affichent une exécution proche des objectifs. En revanche, les secteurs Energie, Eau et Assainissement affiche respectivement des taux d'exécution de 72,5 % et 87,9 %

Le domaine « **Agriculture et développement rural** » enregistre une exécution de 47,1 milliards FCFA contre un objectif semestriel de 37,9 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 124,0 %. Cette performance est principalement portée par le Programme de développement et de promotion de l'agriculture (19,3 milliards FCFA exécutés) et les Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR) dont l'exécution (13,3 milliards FCFA) dépasse largement la cible fixée. Les composantes Formation et encadrement et Aménagement hydro-agricole affichent des niveaux d'exécution inférieurs aux prévisions.

Le domaine « **Ressources Halieutiques et Production Animale** », avec 6,4 milliards FCFA exécutés pour un objectif de 6,3 milliards FCFA, le domaine atteint un taux d'exécution de 101,4 %. Cette performance est soutenue par les programmes de Pêche et aquaculture et d'Appui à l'élevage et à la production laitière, tandis que l'Administration générale / formation et encadrement demeure légèrement en dessous de son objectif.

Le domaine « **Education** » atteint 1 029,1 milliards FCFA pour un objectif de 1 034,8 milliards FCFA, soit 99,4 %. Cette performance repose essentiellement sur l'Enseignement supérieur et recherche scientifique, dont les dépenses (222,5 milliards FCFA) dépassent l'objectif semestriel, ainsi que sur l'Education préscolaire et enseignement primaire et le Secondaire général, technique et professionnel.

Le domaine « **Santé** » affiche une exécution de 303,3 milliards FCFA sur un objectif de 308,0 milliards FCFA, soit 98,5 %. Les principaux moteurs sont l'Administration générale santé, le Système de santé primaire et les CHU et Institutions médico-spécialisés, dont les réalisations sont proches ou supérieures aux objectifs fixés. À l'inverse, les Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination) et la Santé infantile, maternelle et nutrition présentent des retards notables.

Le domaine « **Eau et Assainissement** », avec 48,6 milliards FCFA exécutés contre 55,3 milliards FCFA prévus, le taux d'exécution ressort à 87,9 %. Les deux principales composantes, à savoir Accès à l'eau potable et assainissement et Protection de l'environnement et lutte contre la pollution, demeurent en dessous de leurs objectifs semestriels.

Le domaine « **Energie** » enregistre une exécution de **28,0 milliards FCFA** pour une cible de **38,6 milliards FCFA**, soit **72,5 %**.

L'exécution du domaine « **Routes et ouvrages d'art** » atteint **79,1 milliards FCFA** contre une cible de **85,0 milliards FCFA**, soit **93,0 %**. Les résultats sont principalement soutenus par les autres travaux routiers et les

Constructions d'ouvrages d'art, tandis que les **Entretiens pistes rurales** affichent un très faible niveau d'exécution.

Le domaine « **Affaires Sociales** » affiche une exécution de **67,9 milliards FCFA** pour un objectif de **61,9 milliards FCFA**, soit **109,7 %**. Cette performance est essentiellement portée par la Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes, les Orphelinats, pouponnières et centres sociaux ainsi que l'Administration générale. En revanche, les Formations destinées aux femmes demeurent largement en deçà de l'objectif fixé.

Le domaine « **Décentralisation** » affiche une exécution de 116,7 milliards FCFA exécutés contre 110,4 milliards FCFA prévus, le domaine atteint un taux d'exécution de 105,7 %. Cette performance est entièrement attribuable au programme de Décentralisation, qui dépasse son objectif semestriel.

Le domaine « **Reconstructions et réhabilitations** » enregistre 10,5 milliards FCFA d'exécution pour une cible de 5,6 milliards FCFA, soit 186,2 %. Ce résultat provient exclusivement du programme Reconstruction et réhabilitation, alors que les dépenses d'Habitat et logement sociaux demeurent limitées.

Le domaine « **Autres domaines de lutte contre la pauvreté** » avec **37,1 milliards FCFA** exécutés contre un objectif de **19,1 milliards FCFA**, ce domaine affiche le meilleur taux d'exécution (**194,6 %**). Cette performance est principalement portée par la **Promotion et insertion des jeunes**, qui représente l'essentiel des dépenses exécutées, tandis que le **Développement du tourisme et de l'artisanat** contribue également positivement.

Tableau 15 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2026

DOMAINES	2 025	2 026		
	Exécution à fin Décembre	Objectif annuel	Objectif juin	Exécution à fin juin
01 Agriculture et développement rural	126 046 113 685	106 485 128 798	37 947 657 114	47 061 576 266
01.0 Administration générale	17 681 582 738	16 635 682 081	8 230 813 706	8 430 419 033
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	43 195 042 505	26 278 189 513	10 193 997 579	19 288 677 321
01.2 Formation et encadrement	37 246 741 844	42 906 751 186	11 914 813 510	4 943 385 643
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 092 746 598	10 086 206 018	4 963 457 319	1 149 094 269
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	19 830 000 000	10 578 300 000	2 644 575 000	13 250 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	18 599 066 539	19 696 912 028	6 315 670 529	6 403 163 341
02.0 Administration générale / formation et encadrement	10 683 813 844	11 091 321 403	5 342 688 862	5 140 613 191
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	3 676 590 832	3 487 087 882	349 439 007	614 171 408
02.2 Pêche et aquaculture	4 238 661 863	5 118 502 743	623 542 659	648 378 742
03 Education	1 886 289 776 617	2 084 790 630 160	1 034 846 851 278	1 029 056 090 776
03.0 Administration générale	122 158 157 765	160 744 505 434	73 447 630 083	73 915 383 951
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	777 352 346 196	849 707 918 059	407 613 781 859	404 108 617 771
03.2 Alphabétisation	706 169 162	775 200 000	718 375 200	0
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	676 300 698 557	759 735 059 053	350 513 349 758	328 536 238 600
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	309 772 404 937	313 827 947 614	202 553 714 378	222 495 850 454
04 Santé	736 786 235 587	811 528 251 058	308 037 376 966	303 322 266 064
04.00 Administration générale santé	345 807 035 093	411 096 489 128	193 855 028 086	192 982 457 883
04.01 Système de santé primaire	170 060 937 345	140 588 482 825	38 446 362 444	38 386 338 636
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	5 640 994 646	2 500 000 000	1 852 362 500	233 210 606
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	121 897 823 099	135 018 041 955	29 546 343 573	28 836 275 448
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	3 935 811 790	3 695 593 082	3 007 657 263	1 877 153 787
04.05 VIH/SIDA	29 158 821 710	51 430 559 432	9 863 620 778	9 314 428 680
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	60 284 811 904	67 199 084 636	31 466 002 324	31 692 401 024
05 Eau et Assainissement	283 067 519 955	217 796 640 507	55 341 447 833	48 620 517 257
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	133 919 313 140	113 185 752 789	27 121 030 656	23 448 344 830
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	149 148 206 815	104 610 887 718	28 220 417 177	25 172 172 427
06 Energie	113 900 275 966	150 914 619 601	38 587 344 788	27 958 759 258
06.1 Accès à l'électricité	113 900 275 966	150 914 619 601	38 587 344 788	27 958 759 258
07 Routes et ouvrages d'art	338 086 509 318	424 217 838 710	84 986 829 857	79 062 480 002
07.1 Entretien pistes rurales	8 250 599 520	2 840 566 944	1 851 685 117	126 369 297
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	91 892 606 158	93 554 721 436	28 226 279 950	26 699 785 167
07.3 Autres travaux routiers	237 943 303 640	327 822 550 330	54 908 864 789	52 236 325 538
08 Affaires Sociales	103 797 798 154	98 463 209 377	61 908 552 262	67 926 660 527
08.0 Administration générale	19 323 963 438	20 139 757 821	10 646 914 416	12 179 918 379
08.1 Formations destinées aux femmes	4 679 722 975	6 898 995 287	4 688 782 155	677 615 434
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	38 965 767 282	28 924 293 076	13 861 397 738	18 084 229 172
08.3 Formation au personnel d'appui	1 541 374 865	1 764 221 356	908 165 457	908 165 456
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	39 286 969 594	40 735 941 837	31 803 292 497	36 076 732 086
09 Décentralisation	169 011 752 758	237 873 882 190	110 421 993 444	116 719 168 335
09.1 Décentralisation	169 011 752 758	237 873 882 190	110 421 993 444	116 719 168 335
10 Reconstructions et réhabilitations	28 897 804 394	11 262 091 723	5 631 045 862	10 485 945 565
10.1 Reconstruction et réhabilitation	9 554 975 107	3 500 000 000	1 750 000 000	9 745 093 554
10.2 Habitat et logement sociaux	19 342 829 287	7 762 091 723	3 881 045 862	740 852 011
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	91 764 900 412	46 617 075 383	19 069 840 824	37 108 036 675
11.1 Promotion et insertion des jeunes	88 195 424 402	43 737 131 468	17 627 315 266	34 651 381 812
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	3 569 476 010	2 879 943 915	1 442 525 557	2 456 654 863
TOTAL	3 896 247 753 385	4 209 646 279 535	1 763 094 610 757	1 773 724 664 066

Source : DPSB

III.2. Analyse des dépenses sociales spécifiques

Les dépenses sociales spécifiques, se sont établies à 644,9 milliards de FCFA à fin juin 2026, au-dessus des objectifs planchers de 543,1 milliards de FCFA. Les dépenses sociales ciblées couvrent les domaines de la protection sociale, de la santé, de l'éducation et de l'emploi des jeunes.

La « **Protection sociale** » affiche la meilleure performance avec 37,4 milliards FCFA exécutés pour un objectif semestriel de 18,5 milliards FCFA, soit 202,3 %. Cette performance est principalement portée par le Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux (22,5 milliards FCFA), le Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU (8,1 milliards FCFA) et l'Appui à l'opérationnalisation de la CMU (6,8 milliards FCFA).

Le secteur de la « **Santé** » enregistre 193,3 milliards FCFA d'exécution contre 154,4 milliards FCFA prévus, soit 125,2 %. La performance est largement soutenue par le Personnel santé fonctionnaire (175,1 milliards FCFA), complété par les Structures sanitaires spécialisées et le renforcement des capacités des **CHU**.

L'« **Education** » affiche une exécution de 412,7 milliards FCFA pour un objectif de 369,3 milliards FCFA, soit 111,8 %. Cette performance repose essentiellement sur l'Education primaire et préscolaire, notamment le Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire (370,1 milliards FCFA), ainsi que sur la Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES) et l'Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP. Plusieurs activités, dont les cantines scolaires, les kits et manuels scolaires et l'École de la Seconde Chance, n'ont toutefois enregistré aucune exécution.

L'« **Emploi des jeunes** » atteint 1,5 milliard FCFA contre un objectif de 1,0 milliard FCFA, soit 145,7 %. Cette performance est principalement portée par le Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences et le Programme Emploi Jeunes.

Tableau 25: Dépenses sociales spécifiques sur financement Etat à fin juin 2026

ACTIVITES	Objectif annuel 2026	Objectif juin 2026	Total Exécution fin juin 2026
PROTECTION SOCIALE	53 873 032 767	18 495 016 806	37 416 513 568
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	22 673 032 767	7 935 561 468	22 516 513 568
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	0	0	
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	16 200 000 000	5 359 455 338	8 100 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	15 000 000 000	5 200 000 000	6 800 000 000
78109000095 Couverture Maladie Universelle	8 000 000 000	2 400 000 000	4 000 000 000
78074000641 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	7 000 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000
SANTE	356 895 284 388	154 352 484 492	193 315 529 227
Personnel santé fonctionnaire	299 957 716 544	138 927 784 505	175 056 440 508
Renforcer les capacités d'intervention des CHR-EPHR	2 212 592 005	191 921 384	1 093 036 111
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 124 226 570	170 966 248	236 125 786
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	2 719 241 270	224 997 357	219 904 697
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	6 967 008 000	1 976 599 131	3 383 504 000
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	17 000 000 000	5 368 421 053	1 570 718 125
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	19 464 500 000	5 454 952 710	9 280 800 000
Approvisionnement en médicaments	6 450 000 000	2 036 842 105	2 475 000 000
EDUCATION	825 533 048 949	369 258 293 936	412 678 524 417
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	20 291 736 792	6 856 034 927	19 428 144 446
Education primaire et préscolaire	753 522 992 057	341 283 971 117	374 057 419 821
Programme de cantines scolaires	14 670 000 000	6 287 142 857	4 000 000 000
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et maquettes pédagogiques	11 713 904 369	2 184 876 242	0
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	9 349 493 000	5 342 567 429	0
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	717 789 594 688	327 469 384 590	370 057 419 821
Enseignement technique et formation professionnelle	51 718 320 100	21 118 287 892	19 192 960 150
Mise en oeuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	4 095 000 000	2 925 000 000	0
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique	9 071 705 210	3 531 725 360	0
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	1 307 254 890	560 252 096	176 181 620
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	37 244 360 000	14 101 310 437	19 016 778 530
EMPLOI DES JEUNES	2 378 248 620	1 033 669 354	1 506 482 987
Programme Emploi Jeunes	1 215 152 000	486 060 800	607 576 000
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	552 502 312	276 251 156	666 511 977
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	272 000 000	116 571 429	79 260 000
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	338 594 308	154 785 969	153 135 010
TOTAL	1 238 679 614 724	543 139 464 588	644 917 050 199

Source : DPSB

3ème PARTIE : PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2026

Section 1. Les prévisions de croissance économique

L'économie ivoirienne devrait afficher une croissance solide de 6,0 % en 2026, s'inscrivant dans la dynamique de lancement et de mise en œuvre opérationnelle du nouveau Plan National de Développement (PND 2026-2030). Cette performance repose sur le maintien rigoureux des réformes structurelles nécessaires à l'accompagnement efficace de l'activité économique, couplé à une intensification des investissements massifs dans les secteurs industriels, miniers et énergétiques, moteurs de la croissance nationale.

Le Fonds Monétaire International (FMI) accompagne résolument la Côte d'Ivoire vers l'atteinte de ses objectifs d'émergence à travers l'achèvement et le suivi de son programme économique et financier sur la période 2023-2026. À cet effet, les récentes missions d'évaluation menées au cours du premier semestre 2026 ont permis de consolider le cadre macroéconomique et de valider les cibles stratégiques adaptées aux réalités économiques mondiales contemporaines.

Les prévisions économiques pour l'année 2026 et le début du nouveau cycle de développement sont fondées sur les hypothèses clés suivantes :

- La bonne exécution du PND 2026-2030,
- Une croissance du PIB réel à 6,0 %,
- Une maîtrise de l'inflation à 3,3 % à travers une gestion rigoureuse des prix permettant de converger vers les normes communautaires de l'UEMOA en dépit des tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales,
- Un déficit budgétaire transitoire maîtrisé : Une cible budgétaire réajustée de manière responsable à 3,8 % du PIB pour absorber les investissements d'infrastructure prioritaires, tout en maintenant le cap d'un retour progressif vers le critère de convergence de 3 %.
- La bonne tenue des finances publiques : Optimisation soutenue des recettes de l'État et renforcement de l'administration fiscale.
- La diversification accrue de l'économie : Valorisation locale des matières premières agricoles (café-cacao), couplée à la montée en puissance des secteurs pétrolier, gazier et minier.
- Le renforcement des réformes structurelles : Consolidation du climat des affaires, compétitivité du secteur privé et digitalisation des services financiers pour une croissance résiliente et inclusive.

Les principaux agrégats macro-économiques sont résumés dans le tableau ci-après :

Tableau 26: Evolution des principaux agrégats macro-économiques

AGREGATS	Variation (en%)		
	Initiale (1)	Révisée Avril (2)	Ecart (2-1)
PIB (Variation en volume)	6,5	6,7	0,2
Secteur primaire	2,0	6,6	-4,6
Secteur secondaire	8,0	6,8	1,1
Secteur tertiaire	7,4	7,0	0,4
Secteur non marchand	6,6	4,6	2,0
Droits et taxes	6,3	7,0	-0,7
IHPC	1,0	1,8	-0,8
TERMES DE L'ECHANGE DES BIENS	36,5	1,4	35,1

Source DGE

Section 2. Evolution des ressources et des dépenses du budget à fin 2026

Au titre des ressources

Initialement attendues à 8.887,0 milliards de FCFA à fin décembre 2026, les ressources budgétaires devraient s'établir à 8.232,9 milliards de FCFA.

Elles se décomposent comme suit :

- 7.786,5 milliards de FCFA de recettes fiscales (y/c FER) ;
- 211,2 milliards de FCFA de recettes non fiscales (y/c FIMR) ;
- 235,2 milliards de FCFA de dons.

Les ressources de trésorerie ressortiraient quant à elles à 7.746,4 milliards de FCFA contre 7.033,6 milliards de FCFA initialement programmés.

Ce montant intègrerait 58,5 milliards de FCFA de produits de transferts aux entreprises, 5.510,4 milliards de FCFA d'emprunt sur le marché monétaire et financier, 770,3 milliards de FCFA au titre des emprunts programmes et 1 407,2 milliards de FCFA au titre des emprunts projets.

Au titre des dépenses

Les dépenses budgétaires devraient s'établir à 11.062,3 milliards de FCFA à fin décembre 2026 contre 11.184,4 milliards de FCFA initialement prévues.

Le niveau projeté des dépenses budgétaires à fin 2026 se décompose comme suit :

- 1.686 milliards de FCFA prévus de charges financières de la dette publique ;
- 2.853,5 milliards de FCFA de charges de personnel ;
- 1.248,8 milliards de FCFA consacrés à l'acquisition des biens et services ;
- 958,3 milliards de FCFA prévus pour les dépenses en transferts ;
- 142,5 milliards de FCFA au titre des dépenses de sécurité et d'élections ;
- 4.173,2 milliards de FCFA consacrés aux dépenses d'investissement.

Les charges de trésorerie se situeraient à 5.049,2 milliards de FCFA contre 4.916,2 milliards de FCFA initialement prévues. Elles sont essentiellement composées de l'amortissement de la dette publique qui comprend 3.867,7 milliards de FCFA de dette intérieure et 1.181,4 milliards de FCFA de dette extérieure.

Estimation du niveau de déficit budgétaire attendu à fin 2026

Le déficit budgétaire au regard de l'évolution des prévisions de recouvrement des ressources et d'exécution des dépenses du budget, devrait ressortir à 2.377,3 milliards de FCFA comme convenu avec le FMI à la mission d'évaluation d'avril 2026.

CONCLUSION

L'activité économique au terme du premier semestre 2026 enregistre une évolution positive en raison de l'accroissement des activités industrielles et tertiaires. Le taux de croissance devrait se situer à 6,2% grâce à la poursuite de la mise en œuvre du PND 2026-2030.

L'exécution du budget de l'Etat quant à elle est caractérisée par une mobilisation satisfaisante des ressources et un niveau d'exécution des dépenses globalement contenu dans les prévisions sur la même période. Ces évolutions se sont traduites par le respect des principaux objectifs budgétaires à fin juin 2026 du programme économique et financier conclu avec le Fonds Monétaire International notamment le déficit budgétaire. Les efforts de mobilisation des ressources, d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement et de maîtrise des dépenses de fonctionnement se poursuivront au deuxième semestre 2026, en vue de garantir le respect des engagements du programme économique et financier ainsi que l'atteinte des objectifs d'investissement du Plan National de Développement.

ANNEXES

Annexe 1:Cadrage budgétaire (Etat de réalisation à fin juin 2026 et perspective 2026)

RESSOURCES	2026		juin-26		DEPENSES	2026		46174	
	Objectifs initiaux (hors comptes spéciaux)	Objectifs révisés (hors comptes spéciaux)	Objectifs révisés (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)		Objectifs initiaux (hors comptes spéciaux)	Objectifs révisés (hors comptes spéciaux)	Objectifs révisés (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES									
RECETTES FISCALES (y/c FER)	8 450,1	7 786,5	4 015,6	4 110,6	CHARGES FINANCIERES DE LADETTE PUBLIQUE	1 757,9	1 686,0	827,1	835,1
- DGI	4 903,7	4 767,1	2 448,5	2 453,9	Dette intérieure	773,1	783,7	344,1	329,4
- TRESOR	40,3	35,7	13,7	23,0	Dette extérieure	984,8	902,3	483,0	505,6
- DGD (hors PCS, PCC, PUA et SGS)	3 280,0	2 757,6	1 527,5	1 607,3					
- TVA et droits de douane exonérés sur projets cofinancés	226,1	226,1	25,9	26,4	PERSONNEL	2 853,5	2 853,5	1 433,0	1 433,0
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	201,7	211,2	53,4	110,4	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	1 248,2	1 248,8	529,9	520,2
Recettes non fiscales du Trésor	137,8	156,0	25,6	71,7	Abonnement	161,5	161,5	80,7	73,7
Revenus du domaine DGI	53,3	44,5	22,4	22,7	Autres achats de biens et services	1 086,8	1 087,4	449,1	446,5
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,1	0,0	0,0					
Licences de télécommunication	0,1	0,1	0,1	0,0	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	707,1	958,3	525,2	487,9
Fonds d'investissement en milieu rural (FIMR)	10,6	10,6	5,3	13,3	Subvention au secteur électricité	16,7	16,7	16,7	32,0
Autres recettes non fiscales	0,0	0,0	0,0	2,6	Autres transferts	690,3	941,6	508,5	455,9
DONS	235,2	235,2	67,2	56,3	DEPENSES DE SECURITE ET D'ELECTIONS	142,6	142,5	121,0	139,1
Dons programmes	88,8	88,8	37,2	37,2	INVESTISSEMENT	4 475,0	4 173,2	1 126,3	1 015,4
AFD (C2D)	74,4	74,4	37,2	37,2	- Trésor (y/c FIMR et FER)	2 921,4	2 619,5	926,3	904,2
UE	14,4	14,4	0,0	0,0	Projets C2D	74,4	74,4	11,5	11,5
					Investissement FIMR	10,6	10,6	5,3	13,3
Dons projets	146,4	146,4	30,0	19,1	Fonds d'Entretien Routier	279,8	271,1	121,8	121,8
					Autres investissements	2 556,6	2 263,5	787,7	757,6
					- Financement extérieur des projets	1 553,6	1 553,6	200,0	111,2
					Emprunts-projets	1 407,2	1 407,2	170,0	92,1
					Dons-projets	146,4	146,4	30,0	19,1
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	8 887,0	8 232,9	4 136,2	4 277,2	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	11 184,4	11 062,3	4 562,5	4 430,8
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE									
Privatisation et ventes d'actifs	0,0	0,0	0,0	2,0	Amortissement de la dette publique	4 916,2	5 049,2	2 596,0	2 920,3
Transfert des entreprises/dette rattachée	58,5	58,5	15,0	25,9	Dette intérieure	3 505,7	3 867,7	1 944,8	2 262,0
Emprunts sur marchés monétaire et financier	4 867,9	5 510,4	4 573,5	4 618,1	Dette extérieure	1 410,5	1 181,4	651,2	658,4
Emprunts obligataires	400,0	881,5	881,5	731,5					
Bons et obligations du Trésor	3 747,0	3 908,0	2 971,1	3 164,8					
Financement en devises	720,9	720,9	720,9	721,9					
Emprunts-programmes	699,9	770,3	471,1	480,3					
FMI (y compris FRD)	475,1	471,1	471,1	480,3					
Banque Mondiale	168,6	221,8	0,0	0,0					
Banque Africaine de Développement	56,2	77,4	0,0	0,0					
AFD (Autre appui budgétaire)	0,0	0,0	0,0	0,0					
Emprunts-projets	1 407,2	1 407,2	170,0	92,1					
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	7 033,6	7 746,4	5 229,6	5 218,4	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	4 916,2	5 049,2	2 596,0	2 920,3
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	15 920,6	15 979,3	9 365,7	9 495,6	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	16 100,6	16 111,5	7 158,5	7 351,1

Source : DPSB

Annexe 2: Dépenses par ministères et programmes

Ministères/Programmes	Budget Initial	Budget Actuel	Execution
101 Représentation Nationale	38 578 972 451	38 578 972 451	28 804 478 294
13001 Assemblée Nationale	38 578 972 451	38 578 972 451	28 804 478 294
102 Sénat	14 665 806 742	14 665 806 742	7 789 229 222
13030 Assemblée Représentative	14 665 806 742	14 665 806 742	7 789 229 222
103 Présidence de la République	193 633 705 615	193 633 705 615	191 054 344 308
13002 Autorité Exécutive Suprême	56 818 272 519	56 818 272 519	65 376 323 515
13003 Inspection et Audit	9 872 577 575	9 872 577 575	4 357 214 937
13004 Autorité de Suivi-Contrôle	5 552 174 916	5 552 174 916	2 387 435 214
13005 Autorité Administrative de Sécurité	87 530 184 262	87 530 184 262	104 923 601 274
13006 Autorité Normative de Régulation	200 000 000	200 000 000	86 000 000
13007 Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	33 660 496 343	33 660 496 343	13 923 769 368
105 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	8 069 692 846	8 069 692 846	4 139 300 700
13008 Autorité Consultative	8 069 692 846	8 069 692 846	4 139 300 700
106 Conseil Constitutionnel	3 860 437 235	3 860 437 235	1 758 692 373
13014 Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements	3 860 437 235	3 860 437 235	1 758 692 373
107 Grande Chancellerie	3 743 870 172	3 743 870 172	1 679 326 460
13009 Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions	3 743 870 172	3 743 870 172	1 679 326 460
108 Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement)	71 326 766 299	71 946 766 299	36 284 610 791
13010 Autorité Exécutive et de Coordination	24 053 045 398	24 553 045 398	12 038 991 688
13011 Coordination Action Gouvernementale	2 155 227 371	2 155 227 371	4 579 886 335
13013 Structures sous-tutelles de la Primature	45 118 493 530	45 238 493 530	19 665 732 768
109 Médiateur de la République	8 285 468 221	8 285 468 221	4 099 935 592
13933 Médiation et Gestion des Conflits	8 285 468 221	8 285 468 221	4 099 935 592
110 Commission Electorale Indépendante	36 309 969 943	36 309 969 943	33 329 319 061
13017 Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Elections	11 063 969 943	11 063 969 943	8 083 319 061
13932 Fonctionnement des Commissions Electorales Locales	9 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000
13971 Révision de la liste électorale	16 246 000 000	16 246 000 000	16 246 000 000
111 Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	5 794 171 874	5 794 171 874	2 572 141 875
13020 Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale	5 794 171 874	5 794 171 874	2 572 141 875
114 Cour de Cassation	7 931 309 608	7 931 309 608	4 160 349 049
13028 Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois	7 931 309 608	7 931 309 608	4 160 349 049
115 Cour des Comptes	8 851 161 351	8 851 161 351	3 112 524 884
13935 Juridiction Financière de l'Ordre Administratif	8 851 161 351	8 851 161 351	3 112 524 884
116 Parquet Général	1 781 334 223	2 072 586 223	777 911 215
13029 Parquet Général	1 781 334 223	2 072 586 223	777 911 215
117 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 774 461 029	1 774 461 029	795 223 534
13934 Ministère Public près la Cour des comptes	1 774 461 029	1 774 461 029	795 223 534
118 Conseil d'Etat	5 164 531 081	5 164 531 081	2 743 075 713
13025 Juridiction de l'Ordre administratif	5 164 531 081	5 164 531 081	2 743 075 713
120 Conseil Supérieur de la Magistrature	2 746 090 010	2 746 090 010	1 161 045 172
13032 Conseil Supérieur de la Magistrature	2 746 090 010	2 746 090 010	1 161 045 172

Annexe 2 (suite) : Dépenses par ministères et programmes

Ministères/Programmes	Budget Initial	Budget Actuel	Execution
126 Vice-Primature, Ministère de la Défense	481 041 827 995	489 384 306 836	246 149 007 920
13015 Autorité Exécutive et de Coordination de l'action gouvernementale / Vice-Primature	0	7 249 378 841	3 117 232 902
21074 Administration Générale	152 149 614 286	153 242 714 286	78 234 606 259
22075 Défense	198 907 665 491	198 907 665 491	97 523 373 925
22076 Sécurité	129 984 548 218	129 984 548 218	67 273 794 834
221 Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	146 728 395 147	147 050 395 147	79 206 494 529
21070 Administration Générale	68 755 415 667	68 959 415 667	36 701 938 925
22071 Relation bilatérale	68 063 835 678	68 181 835 678	37 561 664 913
22072 Relation multilatérale	9 561 143 802	9 561 143 802	4 429 444 628
22073 Protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et de l'état civil	348 000 000	348 000 000	67 079 351
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	45 121 940 916	45 121 940 916	21 583 578 460
21042 Administration Générale	28 450 607 800	28 450 607 800	15 192 392 981
22043 Fonction Publique	14 396 485 400	14 396 485 400	5 837 856 287
22066 Modernisation de l'Administration	2 274 847 716	2 274 847 716	553 329 192
322 Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget	8 702 305 887 484	8 678 351 900 164	4 029 981 481 977
11018 Dettes Intérieures	4 278 756 141 164	4 278 756 141 164	2 591 409 528 896
12019 Dettes Extérieures	2 395 351 945 931	2 395 351 945 931	1 163 970 430 630
14970 Dépenses Communes	901 235 605 377	891 235 605 377	49 359 254 094
15022 Divers et imprévus	453 315 260 095	425 932 089 482	0
21032 Administration Générale	369 535 050 547	370 344 735 830	150 214 803 135
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	2 322 971 492	2 322 971 492	59 471 402
22034 Trésor et Comptabilité Publique	12 847 326 386	14 975 912 396	8 888 006 337
22084 Douanes	21 460 519 567	21 460 519 567	13 322 900 012
22085 Impôts	21 362 947 078	31 362 947 078	19 352 381 205
22086 Budget	64 941 585 484	65 032 497 484	19 011 325 564
22224 Marchés Publics	4 020 829 721	4 020 829 721	169 550 843
22232 Gestion des Financements	5 389 327 020	5 789 327 020	973 829 858
23214 Appui au contrôle des marchandises à l'importation	56 500 000 000	56 500 000 000	0
23215 Prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (Prélèvement Communautaire de Solidarité - Prél)	91 248 460 491	91 248 460 491	0
23216 Prélèvement à l'importation de l'Union Africaine (UA)	13 439 617 131	13 439 617 131	0
23217 Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)	10 578 300 000	10 578 300 000	13 250 000 000
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	945 963 329 452	945 963 329 452	380 786 627 596
21038 Administration Générale	101 798 828 700	101 798 828 700	65 568 020 412
22039 Sécurité Intérieure	246 936 755 701	246 936 755 701	130 878 476 868
22040 Décentralisation	237 873 882 190	237 873 882 190	120 719 168 335
22041 Administration territoriale et identification	86 672 782 583	86 672 782 583	54 014 879 938
22216 Protection civile	17 671 080 278	17 671 080 278	9 606 082 043
23218 Appui aux collectivités Territoriales	255 010 000 000	255 010 000 000	0
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	129 151 307 791	129 152 657 791	53 879 454 868
21044 Administration Générale	94 913 084 375	94 909 084 375	47 219 021 703
22045 Juridictions	11 202 593 764	11 206 593 764	3 438 643 570
22046 Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	20 882 892 824	20 882 892 824	2 269 628 962
22143 Droits de l'Homme	2 152 736 828	2 154 086 828	932 485 633
328 Ministère du Plan et du Développement	41 871 288 610	45 452 752 472	14 920 576 623
21054 Administration Générale	12 893 923 764	12 815 972 400	4 697 386 609
22055 Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	3 812 144 370	3 812 144 370	2 646 249 963
22056 Aménagement du territoire, développement régional et local	1 483 513 571	1 483 513 571	379 700 000
22057 Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques	14 015 706 905	17 675 122 131	7 197 240 051
23250 Fonds National de Développement de la Statistique	9 666 000 000	9 666 000 000	0

Annexe 2 (suite) : Dépenses par ministères et programmes

Ministères/Programmes	Budget Initial	Budget Actuel	Execution
329 Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	269 348 847 048	269 344 847 048	43 615 362 705
21047 Administration Générale	17 143 084 583	17 139 084 583	13 538 019 033
22048 Productions et Sécurité alimentaire	53 869 732 629	53 869 732 629	24 618 870 128
22049 Développement rural	106 292 029 836	106 292 029 836	5 458 473 544
23210 Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	13 300 000 000	13 300 000 000	0
23211 Fonds d'Investissement Agricole (FIA / 2QC)	10 615 000 000	10 615 000 000	0
23212 Fonds du secteur café cacao	49 832 000 000	49 832 000 000	0
23213 Fonds du secteur anacarde	18 297 000 000	18 297 000 000	0
330 Ministère des Infrastructures et de l'Entretien Routier	933 774 816 943	933 774 816 943	266 454 459 565
21058 Administration Générale	207 296 793 215	207 296 793 215	79 160 101 192
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	446 634 263 710	446 634 263 710	65 462 228 752
23219 Fonds d'Entretien Routier (FER)	279 843 760 018	279 843 760 018	121 832 129 621
331 Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique	1 563 721 366 602	1 565 825 866 602	751 378 262 822
21060 Administration Générale	121 396 189 006	121 396 189 006	24 573 945 436
22061 Enseignement préscolaire et primaire	849 707 918 059	849 707 918 059	404 108 617 771
22062 Enseignement secondaire général	591 842 059 537	593 946 559 537	322 695 699 615
22064 Alphabétisation et Education non formelle	775 200 000	775 200 000	0
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	338 779 408 246	339 159 280 144	216 285 885 650
21093 Administration Générale	24 951 460 632	24 951 460 632	12 806 813 726
22094 Enseignement supérieur	233 945 569 392	234 325 441 290	148 150 802 279
22095 Oeuvres universitaires et vie estudiantine	67 106 546 257	67 106 546 257	52 000 624 461
22096 Recherche scientifique et innovation	12 775 831 965	12 775 831 965	3 327 645 184
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	808 992 158 914	815 927 152 048	303 341 092 936
21067 Administration Générale	386 390 670 357	386 390 670 357	187 463 333 515
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	243 944 049 750	250 879 042 884	82 810 942 631
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	175 357 438 807	175 357 438 807	33 066 816 790
23221 Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addic	990 000 000	990 000 000	0
23222 Fonds National de Lutte contre le SIDA (FNLS)	2 310 000 000	2 310 000 000	0
336 Ministère de la Communication	39 806 735 298	39 881 726 177	6 945 344 537
21077 Administration Générale	7 354 634 682	7 354 634 682	1 457 555 903
22078 Communication et médias	12 252 100 615	12 327 091 494	5 487 788 634
23223 Appui au financement de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)	16 465 000 001	16 465 000 001	0
23224 Appui au financement de la Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT)	2 035 000 000	2 035 000 000	0
23225 Appui au financement du secteur des médias	1 700 000 000	1 700 000 000	0
340 Ministère des Transports et des Affaires Maritimes	108 437 703 082	108 437 703 082	34 143 729 852
21112 Administration Générale	4 656 148 604	4 656 148 604	2 300 627 514
22113 Transport aérien	12 764 500 000	12 764 500 000	19 259 005 000
22114 Transport terrestre	86 427 054 478	86 427 054 478	12 584 097 338
23226 Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan	2 295 000 000	2 295 000 000	0
23227 Régulation du Transport Intérieur	2 295 000 000	2 295 000 000	0

Annexe 2 (suite) : Dépenses par ministères et programmes

Ministères/Programmes	Budget Initial	Budget Actuel	Execution
343 Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique	36 680 067 253	38 046 330 970	15 788 515 321
21079 Administration Générale	7 918 536 211	7 918 536 211	4 656 063 809
22080 Environnement et développement durable	28 761 531 042	30 127 794 759	11 132 451 512
344 Ministère des Sports	70 427 777 385	70 477 777 385	38 167 696 333
21081 Administration Générale	17 906 782 766	17 956 782 766	12 044 497 340
22082 Sport	39 900 994 619	39 900 994 619	26 123 198 993
23241 Appui au développement durable du sport	10 900 000 000	10 900 000 000	0
23249 Appui à l'entretien et à la sécurisation des infrastructures	1 720 000 000	1 720 000 000	0
345 Ministère des Eaux et Forêts	103 197 582 643	106 773 345 616	32 331 620 322
21088 Administration Générale	37 824 714 687	37 824 714 687	22 235 839 317
22089 Gestion durable des ressources forestières	58 463 516 601	62 039 279 574	9 252 861 943
22090 Gestion durable des ressources fauniques	917 332 688	917 332 688	246 344 536
22091 Gestion intégrée des ressources en eau	5 092 018 667	5 092 018 667	596 574 526
23228 Fonds Forestier National	900 000 000	900 000 000	0
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	37 598 620 420	37 598 620 420	15 230 175 097
21097 Administration Générale	13 835 893 251	13 835 893 251	9 191 752 842
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	5 131 941 800	5 131 941 800	3 699 277 104
22099 Patrimoine culturel	1 793 938 806	1 793 938 806	584 777 825
22100 Enseignement artistique et culturel	3 277 857 930	3 277 857 930	1 488 077 983
22226 Francophonie	592 488 633	592 488 633	266 289 343
23229 Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA)	12 566 500 000	12 566 500 000	0
23242 Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	240 000 000	240 000 000	0
23243 Appui au financement de l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire (ONAC-CI)	160 000 000	160 000 000	0
347 Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	96 866 871 722	97 569 371 722	17 188 078 490
21101 Administration Générale	14 003 862 146	14 003 862 146	5 451 942 031
22102 Commerce intérieur	4 924 344 052	4 924 344 052	1 575 860 445
22103 Commerce extérieur	2 365 616 153	2 365 616 153	936 292 291
22104 Industrie	36 338 192 773	36 550 192 773	6 670 509 441
22233 PME et Artisanat	39 234 856 598	39 725 356 598	2 553 474 282
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	706 060 209 015	706 060 209 015	162 556 434 567
21106 Administration Générale	8 701 872 126	8 701 872 126	2 454 991 086
22036 Hydrocarbures	116 054 336	116 054 336	13 415 000
22037 Energie	320 914 619 601	320 914 619 601	127 958 759 258
22107 Mines et géologie	783 321 335	783 321 335	126 676 974
23230 Appui au financement du secteur de l'électricité	70 368 000 000	70 368 000 000	0
23231 Appui au financement de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	57 906 341 617	57 906 341 617	0
23232 Appui au financement du secteur minier	28 500 000 000	28 500 000 000	0
23233 Péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	105 000 000 000	105 000 000 000	0
23234 Péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH)	70 000 000 000	70 000 000 000	0
23251 Appui au financement à Côte d'Ivoire ENERGIE	43 770 000 000	43 770 000 000	32 002 592 249
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	19 207 286 052	19 207 286 052	5 541 418 109
21108 Administration Générale	6 977 145 562	6 977 145 562	3 093 435 857
22109 Tourisme	5 229 257 356	5 229 257 356	2 376 737 670
22111 Loisir	800 883 134	800 883 134	71 244 582
23235 Fonds de Développement Touristique	2 700 000 000	2 700 000 000	0
23236 Appui au financement de la promotion du secteur touristique	3 500 000 000	3 500 000 000	0
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	26 700 912 028	26 845 912 028	6 701 479 341
21132 Administration Générale	11 095 321 403	11 240 321 403	5 142 613 191
22133 Développement des productions animales	2 819 855 421	2 819 855 421	427 638 373
22134 Gestion durable des ressources halieutiques	11 118 502 743	11 118 502 743	898 378 742
22135 Renforcement de la santé publique vétérinaire	1 667 232 461	1 667 232 461	232 849 035

Annexe 2 (fin) : Dépenses par ministères et programmes

Ministères/Programmes	Budget Initial	Budget Actuel	Execution
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	31 263 058 865	31 263 058 865	12 125 491 110
21118 Administration Générale	16 254 527 519	16 254 527 519	10 149 803 273
22119 Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	5 998 995 287	5 998 995 287	155 615 434
22120 Promotion et consolidation de la Famille	956 600 000	956 600 000	64 429 298
22121 Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	8 052 936 059	8 052 936 059	1 755 643 105
356 Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique	83 275 503 595	104 667 377 894	29 347 206 242
21235 Administration Générale	1 704 184 519	1 704 184 519	876 553 651
22126 Economie numérique et poste	45 991 319 076	67 383 193 375	28 470 652 591
23237 Appui au Développement des nouvelles technologies en zones rurales	33 000 000 000	33 000 000 000	0
23238 Appui à la régulation du secteur des télécommunications	2 580 000 000	2 580 000 000	0
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	81 484 195 624	81 484 195 624	37 528 804 401
21127 Administration Générale	6 395 282 843	6 395 282 843	2 651 841 660
22128 Promotion de la jeunesse	885 002 094	885 002 094	151 025 000
22129 Insertion Professionnelle et Emploi des jeunes	54 319 474 813	54 319 474 813	31 854 223 152
22139 Service civique	15 075 185 874	15 075 185 874	2 871 714 589
23248 Fonds d'appui à la jeunesse	4 300 000 000	4 300 000 000	0
23252 Appui au financement du service civique	509 250 000	509 250 000	0
358 Ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de Vie	149 226 818 459	151 624 891 672	17 107 118 400
21050 Administration Générale	16 387 778 395	16 387 778 395	6 041 424 251
22051 Foncier et urbanisme	16 302 276 827	16 302 276 827	24 000 000
22052 Construction et maintenance	28 988 579 234	31 386 652 447	10 291 992 138
22053 Logement et cadre de vie	87 548 184 003	87 548 184 003	749 702 011
362 Ministère de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle	140 749 760 233	141 003 552 485	39 649 765 793
21150 Administration Générale	35 849 618 984	35 899 618 984	16 842 373 826
22063 Formation professionnelle et apprentissage	3 338 346 189	3 542 138 441	535 196 750
22151 Emploi	2 451 846 262	2 451 846 262	1 114 436 693
22152 Travail	6 374 402 905	6 374 402 905	2 985 436 299
22153 Protection sociale	46 735 545 893	46 735 545 893	18 172 322 225
23220 Fonds de Développement de la Formation Professionnelle	46 000 000 000	46 000 000 000	0
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	502 893 150 963	505 142 804 048	53 183 338 844
21147 Administration Générale	8 621 283 913	8 621 283 913	1 981 225 595
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	126 703 064 215	128 952 717 300	30 350 174 361
22148 Assainissement et drainage	139 226 132 928	139 226 132 928	10 310 342 945
22149 Salubrité et lutte contre les nuisances	19 190 669 907	19 190 669 907	10 541 595 943
23239 Appui au financement de la salubrité Urbaine	184 539 000 000	184 539 000 000	0
23240 Appui au financement de l'assainissement et le drainage	24 613 000 000	24 613 000 000	0
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	57 361 750 199	57 361 750 199	39 163 607 015
21122 Administration Générale	4 453 244 145	4 453 244 145	2 189 133 119
22123 Solidarité et Action Humanitaire	4 207 204 503	4 207 204 503	2 303 404 905
22124 Lutte contre la pauvreté	42 037 873 689	42 037 873 689	33 991 102 840
22227 Cohésion Nationale	6 663 427 862	6 663 427 862	679 966 151
376 Ministère du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	23 234 021 337	23 234 021 337	6 232 019 931
21236 Administration Générale	14 535 367 148	14 535 367 148	4 031 340 861
22087 Portefeuille de l'Etat	7 998 654 189	7 998 654 189	2 091 209 070
22239 Gestion des Etablissements Publics Nationaux	700 000 000	700 000 000	109 470 000
434 Ministère délégué auprès du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement	132 963 509 123	133 188 509 123	41 843 967 024
21210 Administration Générale	122 072 856 653	122 297 856 653	41 840 164 646
22219 Enseignement secondaire technique	10 890 652 470	10 890 652 470	3 802 378
439 Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, chargé des Affaires Etrangères	5 122 516 889	5 122 516 889	1 238 776 466
21234 Administration Générale	3 743 491 132	3 743 491 132	899 843 262
22145 Intégration Africaine	1 153 795 757	1 153 795 757	336 693 856
22146 Ivoiriens de l'extérieur	225 230 000	225 230 000	2 239 348
440 Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports et des Affaires Maritimes, chargé des Affaires Maritimes	13 746 365 872	13 746 365 872	5 704 588 731
21237 Administration générale	8 311 959 782	8 311 959 782	5 095 162 038
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire	5 434 406 090	5 434 406 090	609 426 693
454 Ministère Délégué auprès du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Végétales	64 529 242 478	71 453 022 478	1 534 094 269
21240 Administration Générale	39 324 602 260	39 924 602 260	200 000 000
22214 Promotion de la riziculture	25 204 640 218	31 528 420 218	1 334 094 269
Total général	17 350 151 982 383	17 388 128 595 216	7 351 097 064 088

Sources DPSB